

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 522
Nov.-Déc. 2016 / Janv. 2017
53^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Overdose de capitalisme
- Cuba: Après la mort de Castro
- Gilberto Brizuela. «La matière ne meurt jamais»
- Les Spartacistes, de la défense de l'impérialisme soviétique à la défense de la drogue
- Tout le monde déteste la police ? En tous cas, pas «Lutte Ouvrière» ni «L'Étincelle» !
- PRC - PRCF - PCRF : Les frères ennemis du national-réformisme
- Plus de dix ans après Katrina
- Solidarité de classe avec les prisonniers du Goulag étasunien !

La démocratie américaine se prépare à un tour de vis Du Démocrate Obama au Républicain Trump, des méthodes différentes pour les mêmes objectifs impérialistes

La victoire électorale du Républicain Trump a surpris la plus grande partie de l'intelligentsia américaine et européenne qui pensait que la victoire d'Hillary Clinton était certaine, d'autant plus qu'elle avait reçu l'appui non seulement du président sortant Obama mais aussi des grands moyens d'information américains.

Yes, we can! (Oui, nous pouvons y arriver) Tel était le slogan qui symbolisait l'accession du premier politicien noir à la présidence des Etats-Unis. Et bien que tous les sondages, au-delà des oscillations temporaires, donnaient continuellement l'avantage à Clinton, c'est ce même slogan qui résume en réalité la campagne de Trump: oui, on peut y arriver, on peut vaincre malgré les sondages, malgré son propre parti qui jusqu'au bout lui était plutôt hostile. Le système qui régit les élections présidentielles américaines est organisé de telle sorte que la démocratie électorale (une voix pour chaque électeur) se plie à des intérêts particuliers (lobbys économique-financiers, système d'Etats). Le fait que certains Etats ayant une population dotée du droit de vote plus faible, pèsent plus que les autres, constitue un déséquilibre qui peut changer complètement le résultat final. Les exemples les plus récents sont ceux de G.W. Bush qui avait pu ainsi arracher la victoire à son adversaire et la victoire de Trump contre Hillary Clinton, bien que cette dernière ait obtenu au total près d'un million de voix de plus que son adversaire. Véritable mascarade, la démocratie bourgeoise non seulement mystifie systématiquement les grandes masses en leur faisant croire qu'elles peuvent par son truchement décider des orientations politiques,

(Suite en page 2)

80 ANS APRÈS

Le mythe usé du Front Populaire

Pendant des décennies le mythe du Front Populaire a été entretenu, non seulement, comme c'est bien naturel, par les partis et syndicats collaborationnistes, mais aussi par l'opportunisme d'«extrême» gauche.

Les premiers, en vantant les lois sociales votées grâce à la victoire électorale, entendaient démontrer aux prolétaires que les urnes sont le moyen le plus sûr et le plus efficace pour améliorer leur situation; les autres en affirmant y voir la recette du déclenchement de la lutte prolétarienne, y trouvaient la justification de leur suivisme congénital par rapport aux premiers: il était selon eux légitime d'aider à une victoire électorale des partis de gauche, car cette victoire entraînerait l'entrée en lutte des travailleurs qui, «débordant» ainsi les réformistes, se dirigeraient, peut-être, vers la révolution. C'est ainsi qu'ils ont appelé à voter pratiquement à toutes les élections pour le PS et/ou le PCF...

Les diverses expériences depuis une trentaine d'années de gouvernements d'union de la gauche ont porté un coup que l'on pourrait croire fatal à ce mythe inséparable du réformisme de gauche et d'extrême-gauche.

Elles ont démontré d'abord que l'action gouvernementale de ces partis de gauche s'est exercée fondamentalement au profit de l'ordre bourgeois, les quelques petites réformes ne servant qu'à faire passer la pilule du «sale boulot» effectué en faveur des capita-

listes que la droite avait du mal à accomplir; ces réformes ont été d'ailleurs de plus en plus insignifiantes, et celles accomplies ces derniers temps sont des «contre-réformes», des attaques anti-prolétariennes en règle.

Elles ont montré ensuite qu'une victoire électorale des partis de gauche n'entraînait aucune vague de grèves et encore moins aucune poussée révolutionnaire. La venue au gouvernement de ces **pompiers sociaux** a au contraire pour fonction de calmer les tensions sociales et de désamorcer autant que possible les conflits; l'exemple classique a été, au début des années 80, celui de la métallurgie où le gouvernement de gauche (Fabius) réussit sans trop de peine à fermer les aciéries surnuméraires en supprimant des milliers d'emplois, alors que le gouvernement de droite (Barre) qui avait tenté la même chose s'était trouvé confronté à de violents mouvements de lutte.

Cela n'empêche pourtant pas les éternels pourvoyeurs d'illusions réformistes de tenter de raviver périodiquement le mythe en travestissant la réalité des faits. Un Mélenchon (Parti de Gauche) ou un Laurent (PCF) dans la perspective des élections présidentielles ont appelé à plusieurs reprises à la constitution d'un nouveau front populaire, «de gauche» ou «citoyen» (1). Les trotskystes du NPA, eux se contentent d'affirmer «la nécessité, toujours actuelle, d'envisager un mai-juin 36 qui aille jusqu'au bout!» (2). Tout en y reconnaissant des limites (com-

ment ne pas le faire?), d'ailleurs souvent réduites, comme chez Mélenchon, à la faiblesse de son action antifasciste, les thuriféraires actuels du Front Populaire soulignent ses acquis sur le plan revendicatif, en y voyant la puissance parfois de la lutte ouvrière (version «extrémiste»), parfois de l'unité des organisations et du «peuple» (version social-démocrate).

Or le plus important dans les résultats immédiats de la lutte prolétarienne, ce n'est pas les améliorations plus ou moins grandes qu'ils apportent aux conditions de vie et de travail des prolétaires: ces améliorations sont sous le capitalisme toujours précaires et transitoires, comme le prouve le fait que la grande conquête en 36 des 40 heures, pourtant sanctionnée par une loi, sera rapidement remise en cause: il faudra attendre plus de 40 ans (1978) pour que la durée de travail des ouvriers revienne effectivement à 40 heures!

Le plus important c'est qu'ils renforcent ou non l'unification de la classe dans la perspective de lutte pour les résultats **historiques** du prolétariat, c'est-à-dire les résultats généraux, politiques que sont la révolution, la prise du pouvoir, la destruction du capitalisme et l'instauration de la société communiste.

Pour qu'on puisse réellement parler de victoire à propos des résultats immédiats il

(Suite en page 2)

ESPAGNE

Ni dans le parlement, ni dans le gouvernement, ni dans l'opposition Pour lutter, le prolétariat ne peut compter que sur ses propres forces!

Avec l'investiture de Mariano Rajoy comme président du Gouvernement se ferme la dite crise institutionnelle qui avait commencé en décembre dernier avec les deux élections successives qui n'avaient pas permis de former un gouvernement. En outre se ferme la période ouverte avec les élections européennes de 2014 où avait commencé la période électorale qui s'est terminée cette semaine. Cette période électorale qui a duré pratiquement deux ans et demi a été caractérisée par l'apparition dans le ciel médiatique et institutionnel de l'étoile de *Podemos*. Avec celle-ci comme guide se mit en marche un processus d'apaisement de la rue et de diversion des tensions sociales vers les institutions démocratiques du pays: mairies, parlements régionaux et finalement parlement national et opposition au nouveau gouvernement de Rajoy.

Pour cette raison le cirque électoral qui vient de se terminer correspond à une véritable victoire de la bourgeoisie espagnole qui a réussi à empêcher que la tension sociale créée par la crise capitaliste dans de larges couches de la population finisse par être contenue dans les limites de la participation démocratique, le respect de la légalité, les institutions, etc.

Des explosions de colère des années

2012 et 2013 qui virent la mobilisation dans les rues de centaines de milliers de prolétaires sans une direction de classe et avec la seule intention de manifester leur mécontentement, au show parlementaire qu'à partir de maintenant nous pourrions voir et revoir dans les médias, elle a réalisé une gestion impeccable de la crise: du mécontentement provoqué par la chute des conditions de vie de la classe des travailleurs, on est passé aux querelles sur les travées parlementaires; des grèves générales à l'alliance d'Unité Populaire et ses tentatives d'accord avec le PSOE; en fin d'une lutte de classe embryonnaire, à l'orgie démocratique et légaliste qui écrase depuis des décennies le prolétariat et qui a trouvé dans les leaders de la «nouvelle politique» ses plus ardents défenseurs.

Le gouvernement issu du Parlement promet aux prolétaires espagnols de continuer l'aggravation de la politique suivie jusqu'ici. Selon ses premières déclarations, les recettes utilisées ont fonctionné parfaitement, elle seront donc amplifiées. Ce n'est pas que le Parti Populaire ait dans son code génétique la haine du prolétariat, ou en tout cas pas plus que n'importe lequel des partis de l'hémicycle. Mais dans la situation actuelle du pays, quand il est évident que les politiques

d'ajustement orientées vers la réduction de la masse salariale directe et indirecte reçue par les prolétaires n'ont pas cessé, quand l'augmentation de la production industrielle se fait sur la base de précarisation absolue de l'emploi, il est plus utile pour la bourgeoisie que le rôle principal soit joué par un parti qui n'a pas à sauver la face devant les prolétaires, un parti qui peut afficher continuellement la version la plus dure des exigences capitalistes sans perdre sa crédibilité. Les différentes combinaisons qui étaient possibles pour constituer un gouvernement, et le boycott de toutes celles qui n'impliquaient pas une alliance PSOE-PP, démontrent la réalité de la soi-disant division des pouvoirs, la force du Parlement comme institution centrale de la démocratie, etc.

La gauche parlementaire et extraparlamentaire accuse le PSOE de trahison. D'après elle un «coup d'Etat» interne aurait permis de renverser sa direction de gauche et de la remplacer par une «mafia» partisane d'arriver à un accord avec le PP qui a finalement eu lieu. Elle ignore ou fait semblant d'ignorer le rôle que le PSOE a tenu dans la démocratie espagnole depuis sa naissance. Pratiquement inexistant sous le franquisme

(Suite en page 5)

80 ANS APRÈS

Le mythe usé du Front Populaire

(Suite de la page 1)

faut au moins que ces résultats n'entrent pas en contradiction avec les buts finaux de la lutte prolétarienne, qu'ils ne les fassent pas oublier. Ce qu'il faut considérer pour apprécier à leur juste valeur les réformes et les «conquêtes» de 1936, c'est moins leur ampleur que le prix politique auquel elles ont en définitive été payées. Or le prolétariat les a payées de la perte totale de son parti, de son programme et de la notion même de sa mission révolutionnaire: la «victoire démocratique» qui couronna les grèves de 36 consacrait la liquidation de ces trois facteurs.

Bien que l'importance concrète des avantages acquis en contrepartie de cette capitulation ne doive pas entrer en ligne de compte, il faut cependant souligner que ces avantages furent maigres et de courte durée. La dévaluation monétaire rongea bien vite les augmentations de salaire et nous avons vu que les 40 heures furent rapidement mises de côté, au nom des exigences de la production nationale face au fascisme, etc. Il ne resta plus que les congés payés, la généralisation des Assurances sociales ainsi que d'autres réformes mineures qui ne parurent importantes à l'époque qu'à cause de la législation sociale qui était jusqu'alors particulièrement rétrograde en France. Après une longue période d'inactivité syndicale, d'impuissance ouvrière et d'offensive patronale (toutes conséquences de l'échec de la révolution communiste en Europe), la bourgeoisie pouvait redouter du réveil soudain qui venait de se manifester chez les prolétaires, une réaction bien plus brutale et autrement plus dangereuse que la victoire électorale d'une alliance de communistes de socialistes et de radicaux. Avec les accords signés à Matignon la bourgeoisie s'en tirait donc à bon compte, puisqu'en échange de quelques aumônes économiques et de quelques réformes, elle obtenait la résorption de la révolte ouvrière en même temps que la collaboration sociale et politique des partis et syndicats ouvriers.

Il faut rappeler que la vague de grèves ne fut pas du tout encouragée par ces partis et syndicats qui la subirent au contraire, et firent tous leurs efforts pour la réduire: sous tous les gouvernements et peut-être encore plus sous les gouvernements de gauche, les prolétaires n'obtinrent que ce qu'ils conquièrent par la lutte. C'est ce qui se passa alors lorsqu'après la signature des accords de Matignon, les dirigeants politiques et syndicaux appelèrent les travailleurs à cesser les occupations et à reprendre le travail (avec la déclaration immortelle de Thorez: «il faut savoir terminer une grève»); mais ces derniers firent la sourde oreille, ne cessant la grève que lorsque ils avaient reçu effectivement satisfaction.

Cependant comme nous l'avons dit, ces avantages acquis par leur intransigeance n'eurent qu'une portée éphémère, mais ils furent payés par l'abandon ouvert de toute indépendance de classe des organisations ouvrières. Avant 36, le PCF et les dirigeants de la CGTU affirmaient combattre le capitalisme; après 36 tant le PCF que la CGTU, réunifiée dans la CGT, collaboraient avec lui. Avant 36 le PCF continuait à combattre les formules politiques de la bourgeoisie; il menait une propagande contre le militarisme et la domination coloniale, il dénonçait les mensonges et les illusions réformistes et parlementaires entretenues par les sociaux-démocrates et les dirigeants de la CGT, il affirmait que dans la guerre qui menaçait déjà, le prolétariat n'avait pas à défendre la patrie, mais qu'il devait attaquer le capitalisme. Nous ne discuterons pas ici de la réalité plus que douteuse de cette position de classe hautement revendiquée par le PCF, mais c'est un fait politique important qu'en 36 le même parti devint patriote et chauvin: il réclamait une «armée forte et républicaine», il chantait les louanges du parlement et faisait des courbet-

tes devant ceux qu'il appelait auparavant les «sociaux-traitres» et les radicaux, symboles de la pourriture impérialiste; enfin il se réconciliait avec les chefs syndicaux collaborationnistes qui, 15 ans auparavant, avaient exclu de la CGT les révolutionnaires, trahi toutes les grèves et saboté toutes les mobilisations contre le soutien de l'impérialisme français à la contre-révolution en Russie. Cette volte-face qui était un reniement complet des positions de classe, passa inaperçue dans l'euphorie des concessions accordées par le patronat.

Le capitalisme avait besoin de cette transformation à la veille d'une nouvelle guerre mondiale. Il lui fallait plier le prolétariat à la discipline monstrueuse qu'allait exiger le conflit. Le prétexte tout trouvé fut l'antifascisme. La délimitation des deux camps militaires fut obtenue par la rapprochement entre l'URSS et les démocraties occidentales. La combinaison politique propre à recréer l'union nationale fut fournie par la constitution de l'alliance du Front Populaire. L'occasion, il la découvrit dans la transformation du grand mouvement revendicatif en manoeuvre électorale et parlementaire.

A la base de ce tournant général, il y eut l'attitude de la petite-bourgeoisie. Quand la révolution menaçait c'est sur elle que s'appuya la réaction bourgeoise en Italie en portant le fascisme au pouvoir. C'est elle encore que la bourgeoisie en Allemagne lança contre le prolétariat quand il lui fallut

avec le nazisme sortir le capitalisme allemand de sa situation désespérée. Rien de tel en France; non seulement la situation n'était pas aussi tendue que dans ces pays, mais comme les communistes se chargeaient eux-mêmes d'orienter l'agitation sociale dans le sens du renforcement démocratique du système bourgeois, toutes les classes moyennes se découvrirent une passion soudaine pour les «libertés républicaines» et se tournèrent du côté de ces nouveaux défenseurs de l'ordre capitaliste auxquels elles donnèrent la victoire électorale en juin 36.

Il fallut bien laisser aux ouvriers ce qu'ils avaient pris sans attendre l'action de leurs élus, mais c'était relativement peu au regard de ce qu'auraient pu perdre les capitalistes dans une flambée sociale d'une telle ampleur. Et en contrepartie le capital obtenait la réalisation de toutes les conditions politiques pour aborder la guerre dans les meilleures conditions. Sans doute la préparation du conflit militaire prit-elle plus de temps et fut moins fructueuse que la suppression des «conquêtes» sociales, mais l'action des partis «ouvriers» n'y fut pour rien. A cet égard le Front Populaire avait bien travaillé; le défaitisme révolutionnaire avait disparu des esprits et les prolétaires étaient résignés à la guerre, au carnage impérialiste, au nom de la lutte contre le fascisme. Commencée sous la forme d'une lutte sociale contre les exigences du capital, la phase ouverte en mai-juin 36 s'achevait par la guerre impérialiste pour le sauvetage de ce même capitalisme.

L'oeuvre anti-prolétarienne des staliniens et des sociaux-démocrates continua ensuite dans la Résistance nationaliste après la défaite et prit toute son ampleur après celle-ci, lorsque dans tous les pays, ils appelèrent les prolétaires à produire et non revendiquer,

s'opposant aux grèves, pliant les travailleurs aux exigences de la reconstruction du capitalisme et de sa croissance.

L'enseignement de l'expérience du Front Populaire peut être résumée en quelques lignes. Dans sa lutte contre le capitalisme le prolétariat dispose de deux armes: la grève généralisée et la prise révolutionnaire du pouvoir débouchant sur la dictature du prolétariat. La seule victoire qui a eu lieu 1936, c'est celle de la bourgeoisie qui, pour une longue période a pu dépouiller le prolétariat de ces deux armes, grâce au contrôle direct ou indirect des organisations ouvrières. C'est parce qu'ils sont les adversaires acharnés de l'arme suprême de la classe ouvrière, parce qu'ils sont partisans de la démocratie bourgeoise contre la dictature du prolétariat, que ces partis et syndicats interdisent aujourd'hui aux prolétaires toute utilisation de l'arme immédiate qu'est la grève généralisée et sans limitation de durée – qu'ils ont dû une nouvelle fois, trente ans après 36, saboter en mai-juin 68 faute d'avoir pu l'empêcher comme au printemps dernier.

Réussiront-ils toujours à priver le prolétariat de ses armes de classe?

Rien n'est moins sûr; leur usure, aussi manifeste aujourd'hui que celle du mythe de 36, ne signifie pas qu'ils ont perdu toute leur efficacité anti-prolétarienne; mais à coup sûr il leur sera plus difficile que par le passé de faire barrage aux mouvements prolétaires et à la reconstitution du parti de classe. A cet égard l'usure du mythe de 36 est de bon augure pour l'avenir.

(1) *l'Humanité*, 6/6/16

(2) *Revue l'Anticapitaliste* n°77, juin 2016

La démocratie américaine se prépare à un tour de vis

Du Démocrate Obama au Républicain Trump, des méthodes différentes pour les mêmes objectifs impérialistes

(Suite de la page 1)

économiques, financières, sociales et militaires des gouvernements, mais elle arrive même à surprendre les grands bourgeois habitués à manipuler les élections selon leurs intérêts à court ou long terme!

Le milliardaire Trump est n'est pas un nouveau venu en politique; à la fin des années 70 il a fait partie des principaux soutiens de Ronald Reagan lors des élections présidentielles; par la suite, selon les besoins de ses affaires, il a été membre du parti Républicain, du parti Réformiste, du parti Démocrate, avant de revenir au parti Républicain. Sa dernière entrée dans l'arène politique dont il sort président élu des Etats-Unis, démontre que dans une Amérique souffrant encore des conséquences de la crise de 2007 (dont le détonateur avait été l'éclatement de la bulle des *subprimes*, c'est-à-dire précisément le secteur immobilier où barbotent depuis toujours les Trump), les violentes contradictions qui l'ont caractérisée et qui ont frappé des larges couches y compris des classes moyennes, ont ouvert la porte aux tendances les plus réactionnaires. Tendances qui «demandaient» à être représentées par des personnalités extérieures à l'establishment politique traditionnel, non impliquées directement dans les institutions, mais suffisamment connues pour pouvoir attirer la faveur de grandes masses déçues par la gestion politique d'Obama.

Trump, avec son éclectisme, sa trivialité, son sexisme, son racisme, alliés à ses succès dans les affaires et son expérience de reality show, est ainsi devenu comme «l'homme du jour»; sa ténacité à pousser jusqu'à l'extrême son duel avec Clinton, véritable représentante de l'establishment, a en définitive payé et il a gagné. Il avait déjà essayé en 2012 avant d'abandonner à cause des mauvais sondages. Mais en 2016 les choses ont été différentes. Quand ils ont été appelés par le cirque électoral à «choisir» le nouveau pré-

sident, la petite bourgeoisie ruinée par la crise, pleine de haine envers les prolétaires immigrés sans-papiers, attachée au port d'armes pour défendre sa propriété, les couches ouvrières les plus qualifiées et les petits agriculteurs malmenés par le fisc, plongés dans l'insécurité de leur poste de travail et menacés d'une vie misérable, ont accordé leur faveur à celui qui disait plus fort que les autres être partisan de la baisse de la pression fiscale, opposé au contrôle des armes, à la réforme de la santé d'Obama, partisan du renvoi des millions d'immigrés sans-papiers et, au niveau de la politique extérieure, du refus des «aides» internationales, de la remise en cause des accords avec l'Iran et la Chine et de la lutte contre le terrorisme identifié à l'Islam.

La bourgeoisie impérialiste américaine a trouvé en Trump le personnage que lui a offert son théâtre électoral: c'est un milliardaire et il fait donc partie de la classe des grands bourgeois; il est suffisamment versatile pour pouvoir incarner, selon les situations, l'intraitable ou le négociateur, le dur ou le généreux; il tient des propos de comptoir et parle comme un voyou d'bas étage; yankee dans l'âme, il est pénétré de l'idéologie de puissance de la Grande Amérique qui, à un moment où les USA connaissent un certain déclin au niveau international, sert à préparer le «peuple américain» à souffrir demain peut-être plus qu'aujourd'hui... mais pour un grand idéal, l'idéal d'une Amérique que le monde entier doit craindre.

Il est encore impossible de savoir que sera vraiment le programme politique et économique de Trump, une fois installé à la Maison Blanche, et il ne le sait probablement pas lui-même. Il est en train de constituer son équipe gouvernementale et il lui faut faire les compromis indispensables pour avoir le soutien du Congrès, étant donné que les élus ne lui étaient pas favorables. Mais il est plus que certain que, en même temps que ses propres intérêts de magnat de l'immobilier, son gouvernement défendra les intérêts des lobbys économiques qui le soutiennent et qui ob-

tiendront plus d'opportunités pour leurs affaires; et les intérêts en général de l'impérialisme américain aux quatre coins du globe. Il rencontrera des difficultés en Europe, en Asie, en Amérique Latine, au Moyen-Orient? Sans doute, comme Obama en a rencontré en dépit des accords apparents et des poignées de main avec les dirigeants de ces pays. Il trouvera un terrain d'entente avec Poutine? Probablement, parce qu'ils peuvent trouver des intérêts communs au Moyen-Orient et en Asie. La situation internationale est destinée à changer, non à cause des décisions de l'imprévisible Trump, mais parce qu'à travers le désordre mondial actuel se prépare la formation des alliances qui s'affronteront dans la troisième guerre mondiale – guerre qui n'est pas encore à l'ordre du jour, mais dont la venue pourrait être accélérée par les prochaines crises économiques internationales.

Aujourd'hui encore la classe ouvrière est totalement absente de la scène américaine (et pas seulement américaine). Absente en tant que classe sociale défendant ses revendications propres et faisant sentir son poids social. Les crises économiques qui ont rythmé les quarante dernières années n'ont pas été suffisantes pour entraîner la formation dans la classe ouvrière américaine de noyaux prolétaires capables de représenter ses intérêts de classe et de constituer la base pour le développement de la lutte prolétarienne révolutionnaire dans le pays capitaliste le plus important du monde. Les prolétaires américains se sont désintéressés des questions sociales et politiques; plus précisément ils se sont laissés tromper à chaque fois par les prédicateurs du moment, politiques ou religieux, mais toujours drapés dans l'idéologie bourgeoise illusoire selon laquelle chacun est responsable de son propre destin, que pour chacun, «il suffit de vouloir pour pouvoir». Il est impossible de deviner combien de temps il faudra pour que les ouvrières et les ouvriers américains, hommes femmes, blancs, noirs, his-

Overdose de capitalisme

L'élection de Trump a permis aux analystes et experts en tous genres d'étaler leur « science » et surtout leur mépris de classe contre les prolétaires américains, accusés – à tort – d'avoir voté pour le milliardaire démagogue ultra-réactionnaire.

Bien entendu, les médias ont passé sous silence la profonde détresse sociale qui touche le prolétariat américain. Cette détresse se traduit par l'explosion de la toxicomanie et de l'alcoolisme davantage que par la participation au cirque électoral.

L'ÉPIDÉMIE D'HÉROÏNE : DES MORTS PAR DIZAINES DE MILLIERS...

Selon un récent rapport officiel, *Facing Addiction in America: The Surgeon General's Report on Alcohol, Drugs, and Health*, 27 millions d'étasuniens se droguent et un septième des habitants de la première puissance capitaliste ont été toxicomanes au cours de leur existence. Selon le Center for Disease Control and Prevention (CDC), dans son rapport du 7 juillet, les Etats-Unis comptent plus d'un demi-million d'héroïnomanes. C'est une des causes de la baisse de l'espérance de vie constatée pour les prolétaires étasuniens.

En 2014, 47 055 personnes sont mortes d'une overdose dont 61 % à cause de l'usage d'opioïdes. Des milliers d'enfants connaissent des problèmes de santé ou des retards de développement intellectuel à cause de la prise de drogues par leur mère au cours de la grossesse.

Cette «épidémie», pour reprendre l'expression médiatique en vogue, touche par-

ticulièrement les régions dévastées par le capitalisme américain: la *Rust Belt* (ancienne *Manufacturing Belt* – la «ceinture d'usines» – qui longe les Grands Lacs de Chicago au littoral atlantique), victime des délocalisations et de la désindustrialisation, et les Appalaches, dramatiquement sinistrés par la fermeture des mines de charbon.

Par exemple, à Huntington, en Virginie occidentale, 520 overdoses d'héroïne ont été constatées cette année dans cette ville de moins de 50 000 habitants, dont 26 en moins de quatre heures le 15 août dernier. A Akron, ville de 200 000 habitants et ancienne capitale du caoutchouc, dans l'Ohio, 24 personnes sont mortes d'overdose lors du deuxième week-end de septembre. A Baltimore, 10 % des 620 000 habitants sont héroïnomanes selon une enquête de la chaîne ABC (1). Dans le Vermont, le nombre de personnes traitées pour dépendance aux opiacés a grimpé de 770 % entre 2000 et 2014 (2). Dans un rapport du mois d'août, le CDC estime qu'environ 24000 bébés sont nés en état de dépendance à la drogue en 2013, la dernière année pour laquelle existent des statistiques. Cela représente la naissance d'un bébé toxicomane toutes les 20 minutes aux Etats-Unis (3).

Le développement galopant de la toxicomanie a forcé les pouvoirs publics à réagir. Mais cette réaction a été très limitée: en septembre, l'administration Obama a décidé de rendre plus facile pour les médecins la prescription de médicaments anti-toxicomanie. 30 000 médecins (nombre plutôt limité à l'échelle des Etats-Unis) seront autorisés à prescrire du buprénorphine à 200 patients par médecin au lieu de

100 actuellement. Obama souhaitait également développer les programmes d'échange de seringues, assurer la prise en charge par le Medicaid de la toxicomanie et favoriser la distribution d'un médicament anti-overdose (4).

... DES CENTAINES DE MILLIERS D'ENFANTS SACRIFIÉS

Au-delà des consommateurs d'opiacés victimes de dépendance et d'overdose, l'épidémie frappe également un nombre considérable d'enfants.

Le nombre de bébés nés avec un syndrome de sevrage a notablement augmenté au cours de la dernière décennie, en frappant de manière disproportionnée les territoires ruraux. En une douzaine d'années, le nombre de cas a été multiplié par plus de cinq, en passant de 1,2 pour mille naissances à 7,5 dans les zones rurales et de 1,4 à 4,8 dans les zones urbaines. Ces nouveaux-nés souffrent et pleurent donc beaucoup, peuvent être victimes de convulsions, de problèmes cardiaques, digestifs et respiratoires...

Dans beaucoup de cas, la dépendance maternelle vient de la prescription d'opiacés pendant la grossesse pour des maux de dos, des douleurs articulaires... Une fois devenues dépendantes, les futures mères se tournent vers des drogues illicites, en particulier l'héroïne. Pour éviter d'être victimes des lois répressives contre les utilisateurs de drogue, elles ne peuvent plus faire suivre leur grossesse.

En plus des problèmes liés au syndrome de sevrage, les enfants de consommateurs d'opioïdes subissent une vie misérable liée à la toxicomanie. Ils peuvent être victimes de violences et de malnutrition en vivant avec des drogués. Ils peuvent l'être également suite au décès d'un parent ou de son incarceration. Dans les Etats les plus touchés par le fléau – Virginie occidentale, Kentucky, Ohio... – les services sociaux et d'aide à l'enfance voient affluer en grand nombre des orphelins ou des enfants retirés à leur famille. En Virginie, le nombre d'enfants en famille d'accueil a augmenté de 25 % depuis 2012, les opioïdes étant à l'origine de 80 % des placements. En Ohio, la hausse est de près de 20 % depuis 2010.

Beaucoup de ces enfants sont laissés sans soins alors qu'ils ont vu leurs parents consommer de la drogue, ou même mourir d'overdose. Beaucoup vivent dans la misère, sont victimes de malnutrition, d'abus et de négligence. Beaucoup risquent de sombrer dans la délinquance ou la toxicomanie, et de finir en prison.

La société capitaliste ne les considère que comme une population excédentaire à contrôler et à punir... alors qu'elle est à l'origine de leur situation.

DU BUSINESS DES ANTI-DOULEURS AU BUSINESS DE L'OVERDOSE

Ces dernières années, non seulement le nombre d'overdoses a quadruplé mais c'est aussi le cas des prescriptions médicales d'opiacés (Vicodin, OxyContin...) qui concerne plus de trois millions de personnes et qui en tue en moyenne 44 par jour. La consommation de ce type de médicaments a explosé ces dernières décennies aux Etats-Unis pour la plus grande joie des laboratoires pharmaceutiques: 1,9 million d'Américains sont aujourd'hui dépendants aux traitements antidouleur, délivrés en toute légalité par des médecins et dentistes auteurs de 259 millions d'ordonnances en 2012.

Ces médicaments servent de tremplin à la consommation d'héroïne moins chère, plus facile d'accès et pratique à injecter. Des études ont montré que quatre consommateurs d'héroïne sur cinq sont devenus dépendants, après avoir d'abord pris des traitements antidouleur: «*Les gens deviennent accros aux médocs, et quand ils ne peuvent plus s'en procurer, ils se tournent vers autre chose, témoigne Brad Lamm, ancien usager et directeur d'un centre de désintoxication à Los Angeles, interrogé par la chaîne Pix 11. L'héroïne est devenue la manière la plus économique de planer. Tellement de jeunes démarrent avec les pilules, celles de leurs*

parents, ou celles achetées au marché noir. Aux Etats-Unis, en dix ans, la consommation de médicaments à base d'opiacés a augmenté de 430 %» (5).

Les toxicomanes sont victimes de l'avidité des capitalistes du médicament. Au début des années 1990, les groupes pharmaceutiques ont trouvé une nouvelle source de profit après avoir constaté que le mal de dos frappait 35 millions d'Américains. Ils ont alors ciblé – en cachant les risques d'accoutumance – tous ceux qui souffraient de douleur, du mal de dents à la migraine, en passant par les maladies professionnelles et les accidents du travail. Les médecins se sont mis à prescrire des opioïdes à tour de bras.

Sévère et inhumaine lorsqu'il s'agissait de réprimer des Noirs consommateurs de crack, la Californie – suivie par d'autres Etats – a même adopté une loi protégeant les médecins en cas de prescription abusive. Trouvant également une nouvelle source de profits, les compagnies d'assurances ont mieux remboursé les opioïdes (6). Des firmes pharmaceutiques se sont enrichies. C'est par exemple le cas de Purdue Pharma, fabricant l'OxyContin. Cela a fait entrer ses propriétaires dans la liste de Forbes des 20 familles les plus riches des Etats-Unis.

Si certains industriels du médicaments ont engrangé les profits tout en contribuant à l'épidémie d'opioïdes, d'autres sociétés pharmaceutiques veulent profiter du désastre sanitaire en augmentant le prix du médicament utilisé pour traiter les overdoses: la Naloxone.

Ces dernières années, le prix de ce médicament, commercialisé sous cinq formes différentes par des sociétés concurrentes, a explosé. Une firme a fait passer le prix des dix seringues pré-remplies de 120 \$ à 330 \$. Une autre a augmenté le prix des deux injecteurs doseurs uniques de 575 \$ à 3 750 \$. Une troisième a augmenté le prix des flacons de sa version générique de 1,84 \$ à 31,66 \$. La concurrence féroce entre ces bandits capitalistes fait grimper les prix, au mépris de la vie des victimes d'overdose!

L'épidémie d'overdoses aux Etats-Unis est un **crime capitaliste**: des milliers de prolétaires (mais pas seulement des prolétaires) ont été sacrifiés sur l'autel du profit.

UN SYMPTÔME DE LA DÉCHÉANCE DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE

Si des individus d'autres classes sont eux aussi sujets aux addictions, pour les prolétaires cela constitue le prolongement de leur propre exploitation et oppression.

L'explosion de la consommation de drogue est un révélateur du caractère néfaste du capitalisme. Le pourrissement du capital pousse une frange toujours plus large de prolétaires à se détruire. Cette gangrène engendre la passivité, l'individualisme et non la révolte collective. Elle découle directement du mode de vie bourgeois actuel et ne met nullement en cause la prévision marxiste.

La déchéance actuelle de la société bourgeoise confirme le fait qu'elle est d'ores et déjà vaincue. Le prolétariat est aujourd'hui la seule classe capable de mettre fin à l'enfer du capital, de détruire tous les opiums spirituels ou matériels de cette société. Dans la société comme dans la nature, la vie naîtra de la pourriture. Dans les phénomènes de dissolution qui apparaissent aujourd'hui, saluons la confirmation des perspectives de la révolution.

La société bourgeoise est condamnée, vive le communisme!

(1) «Baltimore is the U.S. Heroin Capital», mars 2015.

(2) «In Annual Speech, Vermont Governor Shifts Focus to Drug Abuse», *The New York Times*, 8 janvier 2014.

(3) http://www.cdc.gov/mmwr/volumes/65/wr/mm6531a2.htm?s_cid=mm6531a2_w

(4) «Obama announces new moves to fight opioid and heroin abuse epidemic», *The New York Times*, 2 juin 2016

(5) «Retour fracassant de la consommation d'héroïne», *Les Inrocks*, 24 février 2014.

(6) «Overdoses sur ordonnance», *Les Echos*, 27 octobre 2015.

paniques, asiatiques, sentent qu'ils font partie d'une même classe, classe exploitée par la bourgeoisie (elle aussi masculine, féminine, blanche, noire, hispanique, asiatique), classe qui vit un antagonisme permanent avec les conditions d'exploitation auxquelles elle est soumise, mais dont les membres sont poussés à y réagir par des méthodes et des moyens bourgeois: concurrence entre prolétaires, individualisme, adoration du dieu dollar, respect de la richesse et de l'autorité qui en découle.

Ce n'est qu'en se reconnaissant comme classe distincte, dotée d'une perspective historique complètement opposée aux perspectives bourgeoises; en comprenant que seule la lutte de classe anticapitaliste, par conséquent anti-démocratique et anti-bourgeoise, peut permettre de lutter efficacement contre l'exploitation, la misère et la faim; qu'elle seule permet de se préparer à lutter contre les mobilisations guerrières de la bourgeoisie; que ce n'est qu'en comprenant la nécessité d'opposer à la lutte de classe que mène chaque jour la bourgeoisie contre les travailleurs, la lutte de classe du prolétariat uni par delà les différences de nationalité, de race, de sexe, d'âge, de qualification; ce n'est qu'à ces conditions que la classe ouvrière américaine pourra conquérir sa dignité humaine, se libérer de la condition de bête de travail et devenir acteur de son avenir: un avenir marqué par la fin de toute exploitation et de toute oppression, qu'elle soit raciale, sexuelle ou nationale.

La bourgeoisie soutient, et elle le démontre à sa façon, qu'il n'existe pas aujourd'hui d'alternative à sa société de l'argent, du marché, de la propriété privée, de la concurrence capitaliste, de la domination du plus fort: en effet le capitalisme domine partout dans le monde. Mais il perpétue sa domination, en dépit des crises et des guerres, à cette seule condition: continuer à avoir de son côté les grandes masses exploitées, bien qu'elles soient massacrées, affamées, réduites à la misère partout dans le monde; les Etats-Unis n'étant certes pas un pays où l'exploitation, la misère, le chômage, la faim et les massacres sont inconnus!

Faudra-t-il donc des crises bien pires que celles qui sont secoué jusqu'ici les Etats-Unis pour que la classe ouvrière américaine

se réveille de sa longue torpeur, émerge de son intoxication de démocratie et d'individualisme? Sans doute; et c'est écrit dans l'histoire de la société bourgeoise: «*le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables*».

Ces paroles du **Manifeste Communiste** de Marx-Engels peuvent faire sourire beaucoup, comme beaucoup souriaient des paroles de Lénine avant la révolution d'Octobre en Russie. La date des funérailles de la société bourgeoise n'est pas écrite: nous sommes des matérialistes, pas des visionnaires. Mais ce sont pour ces funérailles que travaillent et luttent les communistes, certains que c'est le capitalisme lui-même qui créera les conditions objectives qui pousseront, peu importe dans quel pays cela se produira en premier, le prolétariat à relever la tête et à prendre la voie de la lutte de classe et de la révolution.

19 novembre 2016

Proletarian

N° 13 (Autumn - Winter 2016)

- American democracy prepares to tighten the screws. From the Democrat Obama to the Republican Trump, different methods for the same imperialistic objectives
- Amadeo Bordiga. The Goals of the Communists
- Petty-Bourgeois Terrorism on an Islamic Matrix Strikes Brussels Twice. The Proletarian Response Must not be Solidarity with Governments and the Capitalists but the Class Struggle against all Social Manifestations of Capitalism, Petty Bourgeois Terrorism Included!
- France: Nice after the Killings. No to National Unity! No to Imperialist War! Class Struggle to End the Murderous Society of Capital!
- Mexico: Bloody bourgeois Repression and the «Danse Macabre» of the «Far» Left
- «Dirty» Duterte. The Bloody New Face of Bourgeois Democracy in the Philippines
- Iron Fist in Turkey
- Referendum on Europe: British Proletarians Have no Side to Support!
- «Worker-Communism» or Petty-Bourgeois Democratism?

One copy: 1,5€, £1,3CHF, US\$1,5

CUBA :

Après la mort de Castro, ce qui s'annonce, ce n'est pas une nouvelle phase d'une « révolution socialiste » qui n'a jamais existé, mais le repositionnement du capitalisme cubain sur le marché mondial

Le nationalisme qui canalisa la révolte des masses prolétariennes et semi-prolétariennes cubaines contre la féroce dictature de Batista et la colonisation américaine n'ouvrit jamais la voie au socialisme, mais à une bourgeoisie nationale qui entendait garder pour elle les profits qui finissaient jusqu'alors dans les poches des capitalistes américains.

Un des mythes alimentés depuis plus de cinquante par les bourgeoisies impérialistes du monde entier perd avec la mort de Castro un de ses propagandistes les plus tenaces.

Le premier janvier 1959, après 3 ans de guérilla contre le régime de Fulgencio Batista qui régnait depuis 25 ans sur l'île pour le compte des Etats-Unis, le « Mouvement du 26 juillet » avec Fidel Castro à sa tête s'empara de la capitale La Havane (dont s'était enfui le dictateur) et prenait le pouvoir.

Dans le climat général des mouvements de libération en Amérique Latine, et alors que les luttes anticoloniales en Asie et en Afrique mettaient en difficulté les puissances coloniales, les Etats-Unis jouèrent la carte de la démocratie pour contrer l'URSS dans le cadre de la dite « guerre froide ». C'est pourquoi dans un premier temps ils soutinrent le changement de régime à Cuba; mais après que le gouvernement castriste, appliquant le programme de réforme agraire, ait nationalisé les grandes propriétés foncières et les grandes entreprises surtout du sucre et du tabac appartenant aux capitalistes américains, il changea de politique; il chercha à étrangler l'économie du pays en n'important plus son sucre et en réduisant au maximum les flux touristiques vers l'île. Le gouvernement cubain, qui ne s'était jusque là jamais défini comme socialiste, se tourna alors vers l'URSS, qui avait tout intérêt à soustraire l'île à l'influence américaine. Ce changement obligé de cap et l'adoption d'un programme social anti-américain favorisa alors une propagande interne et externe « socialiste »: en 1961 Cuba se proclama « République Socialiste ». Grâce au fait que le mouvement des guérilleros castristes avait réussi à vaincre et à tenir tête à l'impérialisme le plus puissant du monde, le régime cubain devint à cette époque la preuve du mythe du « socialisme national » que l'URSS diffusait depuis des décennies. Cuba, Castro, Che Guevara étaient présentés par l'opportunisme stalinien comme les champions d'un « socialisme » qui pouvait conquérir l'Amérique. Tous les groupes dits d'extrême-gauche qui prenaient les nationalisations et les coopératives pour la réalisation du socialisme sur le plan économique tombèrent dans le piège de la propagande du faux socialisme russe, chinois et donc cubain; en outre, en prétendant que la révolution socialiste soit possible sans l'action déterminante du prolétariat et sans que les masses exploitées aient à leur tête un parti communiste révolutionnaire, ils affirmaient en fait que le socialisme n'était qu'une démocratie élargie qui n'avait pas pour programme de détruire les fondements du capitalisme à l'intérieur et, en tant que bastion de la révolution prolétarienne internationale, d'intégrer cette lutte anticapitaliste dans la lutte du prolétariat de tous les autres pays.

En réalité, si la lutte contre l'oppression colonialiste à Cuba tendait à arracher à la faim et à la misère les masses paysannes et prolétariennes cubaines, cette lutte a toujours eu la caractéristique d'une lutte bourgeoise orientant la poussée révolutionnaire des couches opprimées vers des objectifs politiques et économiques capitalistes portés par les éléments petit-bourgeois, étant donné que la grande bourgeoisie était impliquée dans la domination américaine.

Cuba en 1959 n'était plus celui d'un siècle auparavant; en 1898 l'île était devenue indépendante de l'Espagne, mais c'était pour devenir une semi-colonie capitaliste des USA. Historiquement la « révolution double » (révolution antiféodale ou d'indépendance nationale jetant les bases du développement capitaliste, et révolution prolétarienne anticapitaliste, comme dans la Russie de 1917) n'était désormais plus à l'ordre du jour: seule l'était la révolution prolétarienne, même si son cadre était celui d'un pays au capitalisme peu développé. La révolution prolétarienne, véritablement **socialiste**, ne peut avoir comme protagoniste que le prolétariat des usines et de la campagne, organisé en associations économiques et sociales lui permettant de se hisser, à travers les luttes immédiates, jusqu'à la lutte politique contre la bourgeoisie, et dirigé par son parti révolutionnaire communiste, seul organe dépositaire de la conscience de classe, donc des objectifs et des buts généraux de la lutte prolétarienne au niveau national comme international. Tout cela était absent à Cuba comme ailleurs, étant donné que depuis la fin des années vingt, la contre-révolution dite stalinienne avait vaincu le mouvement prolétarien en Russie et dans le monde. Voilà pourquoi le castrisme ou le guévarisme n'ont jamais été du socialisme: il s'est agi en réalité d'un radicalisme bourgeois à la sauce cubaine.

Nous écrivions en 1961:

« C'est seulement en apparence que les mouvements cubains dont les *barbudos* ont été les acteurs se relient aux mouvements qui ont secoué de fond en comble l'ordre traditionnel en Asie et en Afrique. L'élément commun constitué par la dure lutte contre l'impérialisme et les grands monopoles capitalistes voile le fait essentiel que dans le cas des pays afro-asiatiques la lutte d'indépendance nationale et pour la constitution d'Etats unitaires (lutte dirigée donc contre les puissances coloniales et en tout cas contre le jeu financier des monopoles impérialistes) est un aspect de la lutte plus vaste contre des structures traditionnelles féodales ou para-féodales; à Cuba, et en général, même si c'est de façon variable, en Amérique Latine, le capitalisme a été déjà depuis de nombreuses décennies importé des Etats-Unis et d'autres pays capitalistes; l'économie y présente depuis longtemps les structures bourgeoises fondamentales, donc y compris une structure sociale s'appuyant sur un prolétariat nombreux et surexploité.

Ici le thème principal de la « révolution » anticolonialiste est l'effort de la jeune bourgeoisie indigène pour se libérer de la domination du capital financier étranger (à l'ombre duquel elle s'est cependant développée) ou, selon les cas, d'établir avec lui des rapports de collaboration pour l'exploitation des ressources locales, utilisant dans ce but les poussées de révolte des masses prolétariennes et semi-prolétariennes en les orientant vers l'objectif nationaliste, les détournant de toute orientation social-révolutionnaire et faisant d'elles le marchepied de sa domination dans l'Etat. Les mouvements et les régimes qui surgissent dans cette aire, et dont l'exemple cubain offre le modèle le plus « pur » se présentent donc comment violemment **nationalistes à l'extérieur et réformistes à l'intérieur**; dans le premier sens ils ont une fonction historique de rupture des équilibres impérialistes qui peut provoquer et provoquer en fait dans les grands centres de piraterie bourgeoise (et spécialement aux Etats-Unis) des crises de prestige et des difficultés économiques sérieuses dont l'éclatement violent ne peut laisser stupidement « indifférent » le prolétariat mondial et le parti révolutionnaire communiste; dans le deuxième sens ils jouent un

rôle de frein sur les contradictions sociales internes; et pour le prolétariat international et indigène, non seulement le problème ne se pose pas d'un **appui armé** aux partis nationalistes dans la mesure où il s'agirait de « faire avancer la roue de l'histoire » en abattant les résidus des structures précapitalistes et en poussant le mouvement sur le plan de la « révolution double »; mais il se pose le problème d'en dénoncer les objectifs réformistes bourgeois et de mettre en avant la question de l'**indépendance** de la classe ouvrière vis-à-vis des partis et régimes interclassistes, et de la lutte prolétarienne ouverte pour la prise du pouvoir.

Dans le cas spécifique de Cuba le prolétariat révolutionnaire peut juger positivement les coups assés tant aux mastodontes sucriers et pétroliers américains qu'à leur gouvernement qui intervient au nom de la « liberté » et de l'« autodétermination des peuples », et la démonstration de la fausseté de cette propagande; mais il doit combattre la prétention des castristes à avoir accompli une « révolution sociale », et, pire encore, d'avoir constitué du jour au lendemain une « république socialiste », de plus avec la bénédiction du grand affairisme mondial personnalisé par le Kremlin.

A la création et à la diffusion de ce mythe qui entre parenthèses apporte de l'eau au moulin des radicaux bourgeois qui prêchent la possibilité d'une révolution sans parti de classe et donc sans marxisme, contribuent non seulement, comme c'est logique les stalino-kroucheviens, commis-voyageurs de régimes populaires interclassistes baptisés « progressistes » voire « socialistes », mais aussi les nationaux communistes à la Tito et ceux qui, pour le malheur du grand révolutionnaire, s'autoproclament trotskystes » (1).

Au-delà du mythe castro-guévariste du « socialisme cubain », reste le fait que Cuba a résisté aux pressions de Washington avec son embargo qui dure depuis 55 ans. Certes jusqu'en 1989 où s'est effondré l'empire soviétique, le fait de pouvoir compter sur les relations commerciales et politiques avec l'URSS et ses satellites européens a permis de faire face aux menaces américaines. Mais il ne faut pas oublier que l'économie cubaine, précisément à travers les relations capitalistes avec Moscou et l'Europe de l'Est et quelques pays latino-américains s'était réinsérée dans le marché mondial par des importations de pétrole, produits alimentaires, chimiques et équipements industriels et des exportations de sucre, tabac, nickel produits de la pêche mais aussi produits pharmaceutiques. Après l'écroulement de l'URSS les relations commerciales se sont étendues aux pays d'Europe occidentale au point que depuis 2002 Cuba utilise l'euro au lieu du dollar dans ses échanges commerciaux internationaux. L'assouplissement de l'embargo américain depuis le début des années 2000 a fait que les Etats-Unis sont devenus le troisième partenaire commercial du pays. L'isolement de Cuba n'a en réalité jamais été un isolement commercial et économique, mais un isolement surtout politique, une marginalisation de la part du capitalisme américain pour épuiser le régime en attendant qu'il chute, étant donné l'échec des interventions du style de l'attaque de la Baie des Cochons.

Est-ce que ce sera l'euro plutôt que le dollar qui repositionnera Cuba sur le marché mondial, non plus seulement avec des échanges commerciaux, mais aussi des investissements? Que ce soit l'un ou l'autre cela ne modifiera pas les fondements de l'économie capitaliste: le capital s'investit plus facilement là où existent des ressources naturelles et une force de travail en abondance. Et

Cuba offre au capital une terre fertile et une main d'œuvre capable, bien formée et surtout habituée à un bas niveau de vie, c'est-à-dire une force de travail à bas coût. La signature d'accords avec des entreprises pharmaceutiques européennes grâce à des plans de développement biotech, démontre que Cuba peut représenter de bonnes sources de profit pour le capital. Il n'y a aucun doute que c'est la voie que suivra le régime, avec plus d'entrain qu'auparavant; la récente visite d'Obama et de fonctionnaires du Département d'Etat à La Havane est un autre signe que les capitalistes américains poussent à la fin de l'isolement de Cuba vis-à-vis des Etats-Unis.

Si les ouvriers cubains des villes et des campagnes, trompés depuis des décennies par un faux socialisme, ont pu cependant jouir de progrès importants notamment sur le plan de la santé et de l'instruction, ils le doivent d'abord à la lutte qu'ils ont menée contre les aspects les plus brutaux de leur exploitation par les capitalistes américains et leurs collègues, lutte qui permit de chasser Batista et les trusts américains; pour asseoir sa légitimité le régime castriste fut contraint d'assurer les besoins de base des masses. Ils le doivent ensuite à une conjoncture internationale où les tensions entre impérialismes se sont finalement concentrées dans d'autres parties du monde, en particulier en Afrique et en Asie.

Nous ne savons pas combien de temps il faudra pour que les prolétaires cubains se rendent compte que le nationalisme que les « Commandants » Fidel Castro et Che Guevara baptisèrent « socialisme » ainsi que le parti appelé « communiste » (fondé seulement en 1965), n'ont été que les instruments bourgeois pour émanciper le capitalisme cubain de l'emprise américaine et gérer directement, à travers la conquête d'une « souveraineté nationale », leur propre exploitation, caractéristique, non du socialisme, mais de toute société capitaliste.

Nous ne savons pas quelle aggravation des contradictions inter-impérialistes et quelles crises économiques ébranleront le pouvoir bourgeois aux Etats-Unis, en Europe, en Russie, en Chine et en Amérique Latine; mais il est certain que la croissance elle-même du capitalisme conduira à un accroissement à l'intensification des heurts et des guerres, arrachant inévitablement les prolétaires à leur longue intoxication réformiste, démocratique et nationaliste et les plaçant devant le dilemme historique: guerre ou révolution, lutte de classe révolutionnaire pour la défense des seuls intérêts prolétariens, immédiats et historiques, ou énième écrasement de leur identité de classe et continuation de leur asservissement à l'impitoyable et insatiable mode de production capitaliste.

En tant que communistes, révolutionnaires internationalistes, sur la base des expériences historiques de la Commune de Paris et de la révolution d'Octobre et suivant la ligne qui a caractérisé la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de ses partis, nous continuons la tâche difficile de la défense du marxisme orthodoxe contre toutes les attaques opportunistes, et de la formation du parti de classe qui devra diriger internationalement les masses prolétariennes vers la révolution anti-bourgeoise et anticapitaliste, donc cette fois véritablement socialiste et communiste.

3/12/2016

(1) « Les deux visages de la révolution cubaine », *Il Programma Comunista* n° 10/1961.

ESPAGNE

Ni dans le parlement, ni dans le gouvernement, ni dans l'opposition Pour lutter, le prolétariat ne peut compter que sur ses propres forces!

(Suite de la page 1)

me, le PSOE fut une création de conception et de fabrication germano-américaine: un parti social-démocrate au goût du jour, financé sur les fonds de la Fondation Ebert, chargé, à un moment critique du capitalisme espagnol, de canaliser la poussée des prolétaires vers la défense des intérêts nationaux et le respect scrupuleux de la démocratie. La fonction du PSOE, dont les forces principales se trouvent en Catalogne et en Andalousie, c'est-à-dire dans les zones historiquement les plus combattives du prolétariat espagnol et où il a joué un rôle de démobilisation incroyablement efficace, est de maintenir la stabilité nationale. Le PSOE a été le parti de l'Etat espagnol, pleinement identifiable avec la tâche d'assurer la viabilité du pays post-franquiste en imposant les sacrifices les plus durs à la classe prolétarienne. C'est pour cela que dans la période de crise institutionnelle qu'a connu le pays au cours des derniers mois, tous les ressorts du parti ont joué pour le pousser à une solution de compromis avec le Parti Populaire qui permette au moins momentanément de sauver la situation. On peut être assuré que tant que le gouvernement du PP ne sera pas usé au point de rendre nécessaire un changement, le PSOE l'appuiera dans tous les moments critiques.

Face à lui, Podemos apparaît comme le grand espoir de l'opposition. Après l'échec de son «assaut au ciel», de ses tentatives d'arriver à un accord avec le PSOE, mais, surtout après ses immenses efforts pour arriver à ce que tous les espoirs soient mis dans le jeu parlementaire, pour répéter mille et mille fois que la lutte se mène au parlement et pas dans la rue, il va désormais jouer le rôle de l'opposition radicale, rehaussée de gestes et de grimaces. Podemos va revitaliser le Parlement avec son théâtre, en essayant cependant de ne pas abandonner l'option de mobiliser la rue, quand, le moment venu, comme il est certain, il y aura besoin d'avoir un parti présent dans la rue pour sauver une situation de tension sociale comme celle que nous avons connue en conséquence de la crise capitaliste.

Tous les mouvements politiques, électoraux et institutionnelles que l'on a vu au cours des dernières années correspondent à une crise de fluidité des relations sociales bourgeoises. La crise capitaliste avait fait inévitablement descendre les prolétaires dans la rue; dès le début la bourgeoisie mobilisa toutes ses forces pour contrôler un éventuel affrontement social.

Ces forces, dûment orientées, vont de la version gauchiste que constituent tous les groupes apparus pour imposer les exigences démocratiques comme seul drapeau dans les mobilisations ouvrières, jusqu'aux différentes tentatives de fabriquer un parti parlementaire à la gauche du PSOE, en passant, bien entendu, par tous ceux chargés de la répression directe, etc.

Et tous ces mouvements sont dirigés vers un but unique: faire en sorte que le prolétariat ne se place pas sur le terrain de la lutte de classe, de la défense de ses intérêts immédiats par les moyens de lutte qui lui sont propres (grève illimitée, sans préavis ni service minimum, constitution et défense de ses organisations, solidarité avec toutes les couches de la classe, lutte dans la rue, etc.), et, bien entendu, de la lutte politique contre la bourgeoisie et son Etat.

La crise sociale n'a pas été même proche de précipiter cette lutte sur le terrain de classe, mais elle a marqué un jalon dans l'affaiblissement de l'échafaudage social qui maintient intact l'édifice bourgeois. Elle a réduit drastiquement les conditions de vie des prolétaires; elle a baissé les salaires, surtout ceux des couches les moins défendues de la classe ouvrière, à des niveaux de

famine; elle a donné l'estocade aux services sociaux de base qui, faisant partie du salaire indirect que l'ensemble de la classe bourgeoise paye aux prolétaires, ont la fonction de couvrir les nécessités les plus urgentes de santé et de bien-être.

Bref, la crise a commencé à lever le voile de la réalité capitaliste; lentement, les amortisseurs sociaux que la bourgeoisie utilise pour éviter les explosions prolétariennes dans les périodes de difficulté économique se sont réduits. Et nous avons assisté en conséquence aux premiers signes d'une tension sociale que ne pouvait déjà plus être contrôlée par les moyens habituels. La bourgeoisie a dû recourir à un changement dans son système représentatif en introduisant de nouveaux partis en plus des deux qui ont été en fonction pendant 40 ans. Pour l'instant cela a été suffisant.

Mais, si l'on regarde au delà des résultats immédiats, il est possible de s'apercevoir qu'elle a seulement évité une ornière. La reprise économique que les économistes bourgeois vantent en permanence, s'est réalisée au détriment d'une classe prolétarienne toujours plus pauvre et sans réserves; l'emploi n'arrive pas à revenir aux niveaux d'avant la crise, les conditions de travail plongent une bonne partie des prolétaires dans une vie toujours plus dure; la répression dans les entreprises et sur tous les terrains s'accroît. La prochaine crise que certains économistes bourgeois eux-mêmes annoncent pour les prochaines années impliquera la constatation que la société capitaliste ne peut plus promettre que misère et souffrance aux prolétaires. Et que eux seuls peuvent aspirer à sortir de cette situation en prenant la voie de la lutte ouverte contre la bourgeoisie.

Le piège électoral, que la bourgeoisie fait fonctionner dans les pays capitalistes les plus développés avec une périodicité surprenante (pratiquement on vote tous les ans, pour des institutions qui sur le papier ont des fonctions réellement importantes, mais pour qui, ce qui est fondamental, c'est de voter continuellement) renforce une idée que la bourgeoisie inculque en permanence aux prolétaires par tous ses moyens de communication, sur les lieux de travail, à l'école, etc.: toutes les différences peuvent être résolues si l'on accepte le moyen parlementaire. Tant que fonctionne ce piège la bourgeoisie peut dormir tranquille. Elle soumet le prolétariat par la force, elle lui extorque la plus-value en le menaçant du chômage et de la faim, elle modifie comme elle l'entend ses conditions de vie dans les quartiers ouvriers; elle réprime durement sa jeunesse, elle emprisonne et assassine les prolétaires les plus décidés qui se risquent à affronter directement leur ennemi de classe.

Mais elle exige du prolétariat qu'il ne réponde ni sur le lieu de travail par la grève, ni dans les quartiers par des associations luttant pour défendre les conditions de vie immédiates; elle exige qu'il ne se révolte pas contre le harcèlement policier envers les jeunes, contre les arrestations arbitraires des immigrés... Elle exige en un mot que tandis qu'elle l'opprime quotidiennement, il se limite à voter et à faire confiance dans les institutions démocratiques pour résoudre ses problèmes.

Mais au fur et à mesure que le monde capitaliste montrera qu'il ne peut offrir aux prolétaires qu'une vie de misère, la duperie électorale, la duperie électorale perdra son influence. Au cours des derniers mois la bourgeoisie a pu présenter ses deux nouveaux partis comme la démonstration que les prolétaires doivent se fier au Parlement pour trouver un remède à leurs problèmes. Mais les futures crises économiques qui provoqueront des crises sociales toujours plus graves, useront cette farce comme l'ont fait les précédentes. Les prolétaires verront alors

ce que signifient vraiment la Démocratie et le Parlement, armes de son ennemi qui se tourneront contre lui dès que sa lutte mettra en question le pouvoir de la bourgeoisie.

Ces futures tempêtes sociales ne sont probablement pas aussi éloignées qu'on le dit et avec elles devra revenir la lutte de classe du prolétariat, dissipant les chants de sirène qui aujourd'hui le lient à son ennemi de classe et son Etat.

Pour le retour de la lutte anti-démocratique et antiparlementaire de la classe prolétarienne!

Pour la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat!

Contre tous les gouvernements et toutes les oppositions bourgeoises!

Pour la reconstitution du Parti Communiste

30/10/2016

El Proletario

Órgano del
partido comunista internacional
No 11
Agosto-septiembre-octubre de 2016

- ¿Fuera de tono?
- Esclavos del cielo
- Venezuela: ¿Estado de Emergencia? ¿Emergencia de la lucha proletaria!
- «La materia nunca muere»tc «- «La materia nunca muere»»
- Otro terremoto devastador sacude el centro de Italia: por enésima vez, prevención inexistente y terreno fértil para las especulaciones de la emergencia y de la reconstrucción
- Sobre la carnicería de Niza. ¡No a la unión nacional! ¡No a las guerras imperialistas! ¡Lucha de clase para acabar con la mortífera sociedad del capital!
- ¡México: Sangrienta represión burguesa y danza macabra de la «extrema» izquierda
- Tesis para la propaganda entre las mujeres (extracto). III Congreso de la Internacional Comunista - Julio de 1921
- La mujer. August Bebel

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS;
América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Gilberto Brizuela «La matière ne meurt jamais»

C'était l'époque des années de crise des fronts guerrilleros qui étaient encore en partie actifs au Venezuela... Dans cette ambiance un groupe de jeunes proches du parti armé Bandeira Roja de tendance néo-stalinienne, et d'autres organisations du même style, commencèrent à organiser des cercles d'étude; le but était d'arriver à une clarification après les diverses crises politiques, qui étaient aussi des crises idéologiques que connaissaient ces groupes dans le va-et-vient de la dite guerre froide; ils se demandaient par exemple quel sens il y avait à partir le fusil à l'épaule en pleine montagne, loin de tout, avec comme objectif la même démocratie bourgeoise, camouflée derrière une prétendue «démocratie populaire» ou «libération nationale», qui les pourchassait et les assassinait; ou pourquoi on devait continuer à voir Cuba et l'URSS comme des Etats socialistes; ou encore, en constatant que l'Etat russe n'était pas celui «du peuple tout entier», quelle était la nature politique et économie de l'URSS.

Face aux incohérences et aux absurdités que tous ces groupes défendaient, commença à mûrir dans ces cercles d'étude un intérêt vers d'autres positions peu connues au Venezuela, comme celles de la Gauche communiste et d'un de ses dirigeants en particulier: l'«innommable» Amadeo Bordiga et le Parti Communiste International dont il fut l'un des promoteurs.

Au cours de ce processus d'étude et au milieu des premières difficultés sociales et économiques du pays pétrolier, une poignée de militants, dont Gilberto Brizuela, décidèrent de prendre contact et d'adhérer aux thèses du parti; et ils fondèrent bientôt la première section du Parti Communiste International au Venezuela.

Malheureusement, avec la crise du parti en 1982, la jeune section à peine constituée et souffrant d'inévitables limites théoriques, historiques, de langue et y compris d'isolement géographique, fut déstabilisée et Gilberto entra en contact puis se perdit dans d'autres groupes se réclamant aussi de la Gauche Communiste (1).

Le «poète» comme on l'appelait dans son quartier, n'était pas poète; il écrivait comme Marx quand celui-ci faisait des vers pour sa mère: très mal, et en plus ses vers ne sortirent jamais de chez lui. Mais il était par contre un grand déclamateur et réciteur de poésie de premier ordre (d'où le malentendu), un interprète capable de faire lever n'importe quel auditeur de sa chaise! Il possédait une force dramatique qui, le verbe fait homme, appelait à participer dans la

rue et dans l'action au militantisme. C'est ainsi, s'appliquant à lui-même ce qu'il proclamait, qu'il devint un militant sensible aux problèmes politiques et théoriques de la révolution prolétarienne; et dès lors qu'il eût empoigné pour la première fois, en 1980, les textes vraiment marxistes, contre vents et marées, il ne les abandonna jamais jusqu'à sa mort survenue le 27 avril 2016. Et il faut savoir qu'au Venezuela face à tant de chiens staliniens qui mordent encore, la pression psychologique et physique est énorme, semblable à celle à laquelle est soumis un objet statique face à un cyclone, et qu'elle réclame parfois une force de résistance quasi-surhumaine.

Le titre que nous avons donné à cette nécrologie renvoie à une anecdote, triste et comique à la fois: un beau jour, dans un de ces cercles d'étude dont nous avons parlé, en pleine lecture d'Engels et du matérialisme marxiste, une participante arriva en retard à la réunion en expliquant que son oncle était décédé. Le jeune Gilberto n'hésita pas à lancer sa phrase favorite, empruntée au chimiste français Lavoisier: «la matière ne meurt jamais»... et la jeune fille fondit en larmes!

Mais quand cette matière faite de sang, de cartilages et d'os s'appelle Gilberto Brizuela, dont nous connaissons son histoire militante et communiste, même si sa transformation irréversible suscite tristesse et mélancolie, elle continue cependant à vivre dans notre mémoire, nous stimulant pour continuer notre tâche difficile de maintenir en vie, au delà de la mort de l'individu, la flamme du communisme révolutionnaire.

La classe ouvrière mondiale peut se sentir fière de toi, Gilberto.

(1) Les détails de la crise explosive du parti en 1982-83, et les caractéristiques de ces divers groupes ont été amplement traités dans notre presse; d'autre part ce n'est pas ici le lieu d'en parler.

(2) Pendant des années, avant de militer dans le parti, le «Poète» fut cyniquement et vulgairement utilisé jusqu'à la corde pour animer les manifestations politiques des diverses organisations opportunistes gauchistes; mais après le coup d'Etat manqué contre Chavez, ces mêmes forces cherchèrent à le lyncher; elles organisèrent même un rassemblement autour de chez lui en l'accusant carrément de soutenir les putschistes – pour le simple fait d'avoir critiqué le pseudo-socialisme de Chavez!

Les Spartacistes, de la défense de l'impérialisme soviétique à la défense de la drogue

Les trotskystes de la LTF (Ligue Trotskyste de France), plus connus sous le nom de «Spartacistes» ont publié un article sur leur journal *Le Bolchevik* (1) protestant contre la suspension de la joueuse russe de tennis professionnelle Maria Sharapova, contrôlée positive au meldonium.

Développé en 1975 en URSS, le meldonium est autorisé en Russie et dans les Pays Baltes (son fabricant se trouve en Lettonie), alors qu'il n'a pas reçu d'autorisation de mise sur le marché en Europe et aux Etats-Unis, où il ne peut se procurer que sur le marché noir. Il a été déclaré substance dopante depuis le début de 2016: il est, semble-t-il, largement utilisé par les sportifs professionnels car il augmenterait leurs performances et permettrait de récupérer plus facilement après des efforts physiques importants, certaines équipes l'administrant systématiquement aux sportifs parfois depuis leurs 14 ans!

Les Spartacistes se contentent de reprendre les arguments de Sharapova selon laquelle le meldonium lui était prescrit depuis une dizaine d'années par son médecin de famille pour traiter divers problèmes médicaux. Mais, et l'on découvre ici la raison de l'article, ce produit, selon eux, «était utilisé par les soldats de l'Armée rouge dans les années 1980, pour leur permettre d'opérer dans des zones montagneuses pendant l'intervention soviétique en Afghanistan contre les Moudjahidin, des assassins financés et armés par les Etats-Unis (et qui furent les précurseurs des talibans, d'Al-Qaïda et de l'EI)». Bien autre chose qu'un médicament pour traiter les carences en magnésium ou les risques de diabète!

On sait que les Spartacistes ont été de chauds partisans de l'intervention soviétique en Afghanistan et des défenseurs résolus des prétendus Etats ouvriers du soi-disant «camp socialiste». D'après eux, «l'hystérie sur les produits dopants» des autorités sportives internationales a précisément été une «réaction aux victoires internationales des athlètes qui défendaient les couleurs de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés des pays de l'Est dans les années 1970 et 1980». Le dopage serait donc une

sorte de mesure ouvrière (quoique bureaucratiquement déformée)?

Quoi qu'il en soit l'article se termine par les slogans suivants: «Laissez jouer Maria Sharapova! A bas l'interdiction des produits dopants! Se doper [l'original anglais dit: *consommer de la drogue*] (que ce soit pour son plaisir ou pour percevoir une amélioration de ses capacités physiques) est un choix personnel. A bas la guerre contre la drogue!».

Il est compréhensible que des prolétaires ou des éléments marginalisés cherchent et trouvent dans les «paradis artificiels» un échappatoire même temporaire à l'enfer capitaliste où ils vivent sans espoir d'amélioration de leur sort (ou pour supporter une charge de travail trop grande). Pour le capitalisme l'usage des drogues, illicites ou licites, est un puissant moyen pour calmer les tensions et de pacifier les relations sociales, tant que cet usage reste dans certaines limites. Après les grandes émeutes dites «raciales» des années 70 aux Etats-Unis, la drogue se répandit dans les quartiers déshérités où elles s'étaient produites: mieux valait pour l'Etat bourgeois avoir à faire à des drogués qu'à des émeutiers. La «guerre contre la drogue» menée par la police est certainement un moyen de fliquer et terroriser les quartiers prolétariens (voir l'exemple extrême des Philippines), mais en réalité le capitalisme ne peut ni ne veut supprimer l'usage des drogues. Nous rappellerons seulement pour mémoire que la Grande-Bretagne, la «mère des démocraties» et le pays pionnier du capitalisme, a mené en Chine des «guerres de l'opium» pour répandre cette drogue dans le peuple chinois.

Aujourd'hui les drogues chimiques légales sous forme d'anxiolytiques, antidépresseurs et autres, constituent une part croissante de la pharmacopée surtout dans les pays capitalistes les plus développés, tandis que les drogues traditionnelles comme l'alcool ou les nouvelles continuent ou accroissent partout leurs ravages. Mais à côté de ces drogues matérielles qui provoquent un état de bien-être sur ceux qui s'y adonnent, il y a aussi le vaste domaine des drogues «immatérielles», «idéologiques»,

qui sont encore plus pernicieuses parce qu'elles induisent la résignation, la passivité parmi les couches exploitées de la population, parce qu'elles cherchent à les détourner de la seule façon d'en finir avec leur condition: la lutte de classe.

Ces drogues idéologiques sont les diverses formes de la propagande bourgeoise, depuis les idéologies religieuses jusqu'à l'idéologie démocratique selon laquelle tous les individus sont libres et égaux, en passant par les différentes formes de nationalisme, racisme, etc. Mais en font aussi partie, au même titre que toutes les opérations de «distraction» continuellement organisées pour abrutir les populations, les «événements sportifs» pour lesquels les médias avec toute leur puissance mobilisent des foules: football, rugby, courses cyclistes, compétitions sportives nationales et internationales de tout type, etc.

Le rejet de l'utilisation des drogues de tout type est fondamental pour la lutte prolétarienne; mais la lutte contre la drogue ne peut se mener à la façon des dames patronnesses qui venaient autrefois prêcher la tempérance aux ouvriers – ni encore moins en collaboration avec les forces de répression bourgeoises.

Seul le combat collectif contre l'oppression et l'exploitation pourra détourner les prolétaires de la tentation du recours aux drogues; seule une société sans oppression, sans misère ni exploitation, la société communiste sans classe où les rapports entre les individus atteindront une richesse et une harmonie inconnues des sociétés de classes, pourra supprimer radicalement le besoin des drogues. Travailler, dans la mesure de ce qui est possible, pour la renaissance de la lutte de classe, dans la perspective de la révolution communiste, est la meilleure façon de combattre les mirages des paradis artificiels.

Ce n'est pas la position des Spartacistes. L'article du *Bolchevik* est accompagné d'une photo de Marie-George Buffet; lorsqu'elle était ministre des Sports, cette ancienne dirigeante du PCF avait mené une campagne contre le dopage pour combattre le discrédit qui risquait d'engloutir les grandes épreuves cyclistes après des scandales répétés de dopage. La légende de la photo: «Buffet, bas les pattes devant le Tour de France!».

Luttant pour le droit au dopage dans le sport, nos «trotskystes» démontrent simplement qu'ils sont incapables de se rendre compte du rôle de conservation sociale de cette activité éminemment capitaliste qu'est le «sport» dans la société actuelle, de même qu'ils étaient incapables de se rendre comp-

te que les Etats prétendent «ouvriers» étaient en fait capitalistes ou que l'invasion soviétique en Afghanistan avait été décidée pour défendre des intérêts impérialistes et non pour apporter le progrès social aux populations locales et la liberté aux femmes.

Ne sachant pas (ou ne voulant pas) reconnaître le capitalisme, ils ne peuvent lutter contre lui; leur soutien au capitalisme sous la forme étatique qu'il avait revêtu à l'Est est la démonstration qu'ils sont en fait des adversaires de l'émancipation prolétarienne: il n'est donc pas étonnant qu'ils en viennent à s'agenouiller devant la drogue du sport et à défendre le droit des prolétaires à se droguer...

(1) cf *Le Bolchevik* n°216 (juin 2016). Article paru d'abord en anglais sur *Workers Vanguard* n°1086 (25 mars 2016).

Suplemento Venezuela N° 21 al N. 51 de «el programa comunista» Julio de 2016 En este suplemento

- ¿Estado de Emergencia? ¿Emergencia de la lucha proletaria!
- Partido y Clase
- La violencia en Venezuela
- México: Sangrienta represión burguesa y danza macabra de la «extrema» izquierda
- Otras consideraciones sobre los bachaqueros
- Oposición y gobierno en un callejón sin salida
- «Tupamaro» y guerrillerismo reformista
- «La materia nunca muere»
- Los Rolling Stones en la Habana

Precio del ejemplar: Europa: 0,5€, 3 FS; América latina: US \$ 0,5; USA y Cdn: US \$ 1.

« Il Comunista » Nr.146 - Dicembre 2016 Nell'interno

- Revisione della Costituzione repubblicana? I proletari devono rifiutare il terreno nel quale vince sempre l'interclassismo. La loro emancipazione non sarà mai ottenuta con l'inganno democratico
- Cuba. Morto Fidel Castro non si apre una nuova fase di una «rivoluzione socialista» - che non c'è mai stata -, ma un riposizionamento del capitalismo cubano nel mercato mondiale
- La democrazia americana si prepara ad un giro di vite. Dal democratico Obama al repubblicano Trump, metodi diversi per gli stessi obiettivi imperialistici
- «Dirty» Duterte. Il nuovo volto sanguinario della democrazia borghese nelle Filippine
- Amianto e «giustizia» borghese
- Nuove disponibilità nel sito di partito www.pcint.org. Prometeo. Il programma comunista.
- La donna e il socialismo (A. Bebel). Premessa
- Haiti. Filantropia pelosa delle Fondazioni borghesi
- Corrispondenze dalla Spagna: Né in Parlamento, né al Governo e nemmeno all'opposizione. Per lottare, il proletariato può contare soltanto sulle proprie forze! / Rivolta nel centro di «ricovero» degli stranieri di Madrid. Di nuovo il proletariato migrante segna la via / Nuova rivolta in un Centro di detenzione per immigrati di Barcellona. I proletari immigrati in lotta spontanea, lontani dalla farsa parlamentare
- Corrispondenza dalla Francia: Incidenti alla centrale nucleare di Paluel: il pericolo nucleare è che è in mano al capitalismo
- No alla chiusura dell'ospedale San Gennaro
- La rivoluzione proletaria è internazionale e internazionale è la trasformazione socialista dell'economia (3). Critica del Programma di Gotha. Note in margine al programma del Partito operaio tedesco

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

Tout le monde déteste la police ? En tous cas, pas «Lutte Ouvrière» ni «L'Etincelle» !

En quelques mois, la police a multiplié les démonstrations de force. Lors des manifestations du printemps dernier, le gouvernement a réprimé sévèrement les manifestants, ce qui a largement popularisé dans les manifestations le slogan «Tout le monde déteste la police».

L'automne a été marqué par des manifestations de flics dans plusieurs villes de France. Il s'agissait de manifestations sauvages, c'est-à-dire non déclarées préalablement à la préfecture, comme l'impose la démocratique loi bourgeoise pour qu'elles ne soient pas réprimées par les dites «forces de l'ordre»; elles ont tranquillement réuni des dizaines ou des centaines de policiers, dont un certain nombre avait le visage masqué et/ou arboraient à la ceinture leur arme de service. Ces représentants des forces répressives revendiquaient un renforcement de la politique sécuritaire (en limitant les droits des prévenus et la présomption d'innocence) mais aussi l'impunité totale pour les violences et les assassinats policiers. Bien entendu, le chœur des médias et des politiciens bourgeois a fait écho à ces mobilisations anti-prolétariennes, comme il

l'avait fait au moment des manifestations contre la loi Travail pour dénoncer la «haine anti-flic».

De façon très faux-cul, Lutte ouvrière (1) et L'Etincelle (2) ont apporté leur soutien à cette offensive réactionnaire, tout en critiquant «la société du tout-sécuritaire» pour les premiers ou «des revendications téléphonées par des excités d'extrême droite» pour les seconds.

LO déclare «être choqué des agressions gratuites répétées à l'encontre des policiers». Elle oublie simplement que ces «agressions» sont le plus souvent l'expression de la colère de jeunes (et parfois moins jeunes) prolétaires contre le harcèlement permanent, les fouilles répétées, les contrôles de papiers d'identité à répétition, les remarques racistes, les arrestations de routine, les gardes à vue... dans les banlieues prolétariennes. Ces «agressions» sont une réponse spontanée au climat d'intimidation et de peur que fait régner l'Etat bourgeois pour maintenir l'ordre établi.

LO évoque également «cette police largement utilisée par exemple lors du mouvement contre la loi El Khomri», sans dire

un mot sur les violences policières massives contre les manifestants, les arrestations arbitraires, les gazages, les mutilations (au moins trois manifestants ont perdu un œil), les peines de prison qui ont frappé les manifestants... Loin de condamner les violences policières, LO estime que les «revendications sont légitimes» et L'Etincelle juge que «les flics de terrain se rebellent contre leur hiérarchie (...) ça se comprend», en oubliant au passage que les manifestants réclament l'impunité totale et, de fait, le permis d'assassiner. Ce dernier groupe n'hésite pas à critiquer les revendications policières car «Armer toujours plus les policiers, ça les expose davantage» (tout en ajoutant que «la population trinque»!). **Quelle ignominie !**

Les trotskistes de LO dressent aussi un tableau larmoyant de la situation des policiers. Ils seraient des «fonctionnaires de base, ceux qui patrouillent dans les gares, dans les quartiers populaires, ceux qui sont appelés quand ça dérape entre voisins, ceux qui accueillent le public dans les commissariats». En plus, les flics se trouveraient «en première ligne pour constater la dégra-

Tout le monde déteste la police ?

dation sociale et, au sens propre comme au sens figuré, la prendre en pleine figure. De par leur profession, ils ne voient que le pire de ce que cette société d'inégalité et d'injustice engendre parmi les opprimés.

Pour LO, la police aurait donc avant tout une fonction d'**utilité publique. Pur mensonge!** La police permet à la classe dominante de sanctionner les sans-réserves poussés par les effets démoralisateurs du salariat à chercher à sortir de la misère en singeant leurs maîtres, parfois sur le dos de leurs frères de classe, et qui tombent ainsi fréquemment dans la délinquance. Elle sert également à dissuader les prolétaires de tenter de violer les sacro-saintes lois de la propriété qui les privent de tout, pour simplement répondre à leurs besoins quotidiens. Elle protège constamment les privilégiés et leurs institutions contre la révolte individuelle ou collective des prolétaires, qu'il s'agisse de gestes de révolte et de vengeance, de la grève qui sort du traintrain respectueux de l'entreprise et de la loi, d'autodéfense et de riposte à la violence bourgeoise, ou enfin de luttes révolutionnaires.

En passant, le parti d'Arlette Laguiller (pour reprendre la formule racoleuse en titre de son hebdomadaire) excuse implicitement l'adhésion d'une large majorité de policiers aux idées ultra-réactionnaires et d'extrême droite: «*Bien rares et courageux doivent être dans ces conditions ceux qui, entrés dans la police par nécessité, par hasard ou par vocation (sic!), ne deviennent pas en quelques années sensibles aux préjugés réactionnaires, sécuritaires, racistes.*»

Au final, LO va jusqu'à identifier les revendications des mercenaires du capital à celles des prolétaires: «*La dégradation de la situation que dénoncent les policiers est celle subie dans toutes les cités, dans tous les quartiers.*» Les flics ne seraient «*pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires.*» Les pandores connaîtraient, toujours selon LO, les mêmes conditions de vie que les habitants des quartiers ouvriers: «*comme les habitants de ces quartiers qui les subissent au quotidien, aux conséquences de ces deux fléaux: la loi des bandes, les trafics petits ou grands et la violence que tout cela génère. En se déchargeant sur eux, l'État les envoie au casse-pipe, sans état d'âme.*» Pour L'Étincelle, «*les policiers de base subissent certaines des conditions que connaissent trop bien tous les travailleurs*» et «*une partie des agents de la police nationale se met à (...) imiter*» les manifestants contre la Loi Travail.

Double mensonge!

Les prolétaires subissent la violence du **capitalisme** et la délinquance est une des conséquence de cette violence. Et les forces de répression ne sont pas des victimes du capitalisme mais le **bras armé du pouvoir bourgeois**. Comme le disait justement celui dont LO et L'Étincelle se présentent comme les héritiers, Léon Trotsky: «*c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'État capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier*» (3).

Enfin, L'Étincelle appelle les policiers à «*tourner leur colère dans le bon sens*» en choisissant «*plutôt un autre camp, celui de l'ensemble des salariés, qui eux revendiquent plus d'écoles, d'emplois, de services publics*» et LO à croire en «*plus de conscience, plus d'organisation, plus de solidarité, plus dans confiance dans la classe ouvrière et le combat pour changer le monde.*» Comme si la police pouvait se trouver du même côté de la barricade que les prolétaires!

Loin de prôner une quelconque convergence ou fraternisation avec les policiers, Lénine rappelait que tout ouvrier, tout travailleur et tout exploité «*ne peut pas ne pas haïr la police, ses gardes, ses sous-officiers, tous ces hommes armés qui, sous le commandement des gros propriétaires et des capitalistes, exercent le*

pouvoir sur le peuple» (4).

Lutte Ouvrière et L'Étincelle **soutiennent** les bandes armées de l'État bourgeois, au lieu de chercher à orienter les énergies de révolte qui animent les couches opprimées vers l'ennemi de classe et ses institutions, et se dispersent au hasard, au point de risquer même de frapper des prolétaires.

Au contraire, les communistes revendiquent la **destruction** de la police du capital, qui va de pair avec celle de l'**État bourgeois**. C'est cette position marxiste que nous énonçons il y a déjà plusieurs décennies:

Le communisme n'aura pas besoin de police pour régler les problèmes dont les sources la guerre de tous contre tous, l'exploitation, la misère et l'oppression seront taries. Et s'il reste des individus poussés par la maladie – eux-mêmes seront beaucoup moins nombreux – à enfreindre les règles de vie collective que la société se donnera, l'éducation, le poids de l'opinion publique et s'il le faut la coercition des voisins suffiront à régler de la façon la plus humaine ces exceptions peut-être inévitables, sans qu'il y ait besoin pour cela d'un corps spécial de police. Et pendant la période de transition révolutionnaire au communisme, que deviendra la police?

Eh bien, on aura encore une «police», dans la mesure où la population sera encore divisée en classes, mais pas une police au sens où on l'entend aujourd'hui.

La dictature prolétarienne ne pourra assurément pas se passer de prisons ni de corps spéciaux de répression, d'espionnage, etc., aussi bien pour réprimer les classes

déchues et pour opérer la transformation sociale, qui exige une contrainte d'État, que pour combattre les restes et les habitudes pourries héritées de la société bourgeoise.

Cependant, l'État prolétarien reposant sur la large participation des masses prolétariennes, le maximum de tâches de police, c'est-à-dire d'intimidation et de répression, seront remplies par la milice prolétarienne et ne constitueront plus des tâches distinctes des tâches militaires, ni surtout un métier spécial. Un tel état de choses enlèvera à l'accomplissement des tâches de répression et de contrainte les pouvoirs exorbitants conférés aux flics bourgeois. Comme ceux-ci ne sont responsables que devant leurs chefs et échappent au droit commun, ils sont placés au-dessus des lois et des citoyens, ce qui cultive chez le moindre agent de ville une attitude de morgue odieuse que la bourgeoisie utilise évidemment pour mieux intimider la classe exploitée.

Le prolétaire participant à la milice prolétarienne reste un prolétaire qui travaille, qui vit avec ses camarades de classe et sera jugé pour sa conduite, au travail comme dans son quartier et dans les diverses organisations auxquelles il participe.

C'est la seule manière de concevoir une police «non coupée de la population», bien qu'il s'agisse encore non de la population en général mais d'une classe, la classe prolétarienne. Au fur et à mesure que la transformation sociale s'opérera, disparaîtra aussi, avec la fin de la dictature prolétarienne, le caractère de classe de la répression. Mais comme disparaîtront les rapports bourgeois

et la misère, s'amenuiseront aussi le banditisme et la délinquance et, avec eux, l'essentiel des tâches de répression. Cette dernière s'évanouira avec toute règle de contrainte économique lorsque la société aura mis en pratique le principe: «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins».

C'est pourquoi il ne peut y avoir de «police au service de la population». Ou bien il y a police, mais la population est alors divisée en classes, et la police est une police de classe. Ou bien la population n'est plus divisée en classes, et il n'y a plus besoin de police! (5).

(1) «Manifestations de policiers: société violente», *Lutte Ouvrière*, 20 octobre 2016 et «Policiers mécontents: l'impasse du tout-répressif», *Lutte Ouvrière*, 27/10/16

(2) «Mais que fait la police?», éditorial des bulletins L'Étincelle, 24/10/2016 Cf <http://www.convergencesrevolutionnaires.org/Mais-que-fait-la-police-9253?navthem=1>. Ce groupe, scission de Lutte Ouvrière, et maintenant tendance du NPA, a cependant rectifié le tir par la suite.

(3) cf «La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne» (janvier 1932) in Leon Trotsky, «Comment vaincre le fascisme», Ed; Buchet Chastel 1973, p. 88.

(4) «De la milice prolétarienne», *Lettres de loin*, 1917. Cf www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/03/vil19170324.htm

(5) «Le prolétariat et la police», *Le Prolétaire*, n° 330, 20 février au 5 mars 1981.

PRC - PRCF - PRCF : Les frères ennemis du national-réformisme

En cette période préparatoire au cirque électoral, les différents détritres issus du PCF – nostalgiques de Georges Marchais ou de Maurice Thorez – s'agitent. Cela concerne en particulier trois groupes dont les sigles sont très proches : le **Parti Révolutionnaire Communistes** (PRC) qui présente un candidat, le **Pôle de Renaissance Communiste de France** (PRCF) qui soutient Mélenchon et le dernier né, le **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF), issu de l'URCF après son bref mariage avec le PRC, constitué en octobre dernier.

Ce panier de crabes pseudo-communistes est marqué par de profondes inimitiés et hostilités (1), mais surtout par une profonde parenté. La lecture de leur prose le montre facilement (2). Ces groupes défendent – avec des variations notables – une même ligne qui marie les **vieilles recettes réformistes** et le **social-chauvinisme** (plus ou moins déclaré).

Loin de défendre le socialisme, ces partis ne font que dénoncer un mauvais capitalisme (comme s'il pouvait en exister un bon!): le PRC met en cause «*les multinationales capitalistes qui détiennent le pouvoir économique et financier et donc le pouvoir politique*», le PRCF «*l'oligarchie capitaliste*» et le «*grand capital*», le PCRF les «*monopoles*». Quid de l'exploitation capitaliste des prolétaires? N'en déplaise au trio, lorsqu'elle est pratiquée par les petits capitalistes, elle est aussi sauvage que celle des «monopoles» et autres multinationales!

Bien entendu, cette vision «anti-monopoliste» s'accompagne d'une défense d'un «socialisme» qui n'est qu'une forme de capitalisme plus étatisé et – peut-être! – plus social.

Le PCRF réclame la «*socialisation des grands moyens de production et d'échanges, pour ôter la base de pouvoir des capitalistes et mettre l'économie au service des biens du peuple*», et la «*mise en place démocratique d'une planification nationale qui permette un développement économique et social répondant aux besoins populaires*». Le PRCF lui propose une «*nationalisation démocratique (...) des banques, des assurances et des secteurs-clés de l'économie*» et la «*reconstruction planifiée du «produire en France» industriel, agricole et halieutique avec l'objectif de rééquilibrer le commerce extérieur de la France, d'assurer autant que possible les besoins avec des*

productions nationales» qui «*loin de brimer les PME et le PMI (...) sera un puissant stimulant pour leur développement*». Enfin, le troisième larron veut «*développer une industrie nouvelle dynamique, de créer des centaines de milliers d'emplois, de développer les services publics de santé pour tous, l'éducation, la formation, la recherche*», ce qui nécessite de «*reprendre [sic] les grands moyens de production et d'échange aux multinationales industrielles et commerciales, aux grandes banques et sociétés financières*» et «*nationaliser totalement et contrôler étroitement les secteurs clés de l'économie*».

Pour résumer, un capitalisme dans lequel les grandes entreprises – et seulement elles – seraient sous le contrôle de l'État... capitaliste! Un programme vraiment «populaire» qui entend satisfaire avant tout les petit-bourgeois qui regrettent l'État-providence et même les petits patrons.

Ces prises de position sont donc fondamentalement anti-marxistes. Ce sont les vieilles rengaines du «socialisme d'État» que professaient déjà Jaurès et que dénonçaient Engels, par exemple dans une lettre à Lafargue: «*Mais prenons simplement la proposition de charger l'État de l'importation des blés. J[aurès] veut empêcher la spéculation. Mais que fait-il? Il charge le gouvernement de l'achat des blés étrangers. Le gouvernement est le comité exécutif de la majorité de la Chambre, et la majorité de la Chambre, c'est la représentation la plus exacte possible de ces mêmes spéculateurs en blés, en actions, en fonds publics, etc. (...) Il ne vous suffit pas qu'ils volent la France au moyen du budget annuel et de la Bourse, où ils emploient du moins leurs propres capitaux et leurs propres crédits – vous voulez les doter de plusieurs milliards et du crédit national, pour qu'ils vident les poches encore plus à fond a[u] moyen du socialisme d'État!*» (6 mars 1894).

Le «socialisme d'État» a comme corollaire le démocratisme le plus vulgaire. Le PRCF défend une «*République française démocratique et populaire, plaçant le «monde du travail au centre de la vie nationale*» (programme du Conseil National de la Résistance) avec une «*nouvelle constitution franchement républicaine élargissant tous les espaces démocratiques et permettant aux travailleurs de peser d'un poids décisif à*

tous les niveaux, y compris à l'entreprise et dans le quartier, dans la commune rurale et sur le campus». Le PCRF, la «*construction d'instruments de pouvoir politique qui permettent au prolétariat (ceux qui ne vivent que de leur salaire) d'intervenir à tout moment dans les choix politiques, pour qu'ils soient conformes aux intérêts populaires et qui en finissent avec la machine d'État bureaucratique de la bourgeoisie*» et le PRC, la reprise «*aux multinationales le pouvoir économique et financier sans lequel le pouvoir politique n'existe pas*». **Démocratie – Peuple – République**, voilà le triptyque bourgeois devant lequel communient nos faux communistes!

Enfin, comme tout bon réformisme s'accompagne de patriotisme, le trio ne fait pas exception. Le **Manifeste Communiste** affirmait que **les prolétaires n'ont pas de patrie**: ce n'est plus l'avis de notre trio!

Pour le PRC, la capitalisme serait anti-national car il «*pille les ressources de la nation et du peuple*»; et il défend la vision d'«*une France qui refusera de participer aux guerres impérialistes, qui développera une politique de coopération avec tous les pays, sur un pied d'égalité, dans le respect de l'indépendance et de la souveraineté des nations et des peuples. Une France qui agira pour une politique de paix*». Le PRCF est obsédé par l'Union Européenne et l'OTAN dont il veut «*sortir*» pour créer «*une République française indépendante et souveraine*» et il invite les progressistes [sic! Qui c'est?] à unir de nouveau le drapeau tricolore de la nation au drapeau rouge international des travailleurs.

Mariage impossible! Comme le disait Marx «*Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de Juin [1848] que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le drapeau rouge*». Le PCRF diabolise également l'OTAN et l'UE vues comme des «*alliances militaro-politiques (...) qui permettent aux monopoles d'imposer aux peuples leur politique barbare*». Ah, si seulement la France renouait avec la politique gaullienne et exerçait seule sa politique de rapine! Nos trois compères se vautrent dans le **social-patriotisme** en rêvant d'un impérialisme français assez puissant pour être indépendant de ses concu-

(Suite en page 8)

PRC - PRCF - PCRFF : Les frères ennemis du national-réformisme

(Suite de la page 7)

rents et pratiquer pacifiquement le commerce international !

Dans ses efforts pour se donner une allure radicale et combative, le trio PRC-PRCF-PCRFF se prétend «révolutionnaire» mais son orientation politique démontre sa totale appartenance au courant réformiste, anti-révolutionnaire.

Loin de mettre au centre de sa politique la lutte de classe et l'indépendance politique du prolétariat, il noie ce dernier dans le «peuple», c'est-à-dire un conglomerat de plusieurs classes, y compris bourgeois comme les patrons des PME et PMI. Quand on sait (statistiques de l'INSEE) que les PME repré-

sentent plus des deux tiers de l'emploi en France, on voit que la lutte prolétarienne de classe passe obligatoirement au sein de ce «peuple» adoré par nos héritiers du stalinisme. Refuser cette lutte au sein du «peuple» signifie sacrifier les intérêts des exploités aux intérêts des exploités – même si ces exploités ne sont que des petits et moyens patrons. Nos trois frères ennemis ne l'ignorent évidemment pas et c'est dans une optique tout-à-fait anti-prolétarienne qu'ils s'affirment défenseurs du «peuple» et de la «nation».

Les véritables communistes, eux, combattent les notions de «peuple» et de «nation» comme celui de «démocratie», en expliquant qu'ils signifient collaboration de classe, c'est-à-dire abandon des intérêts de classe prolétariens. Ils ne proposent pas une démocratisation de la République, mais rappellent la nécessité de la destruction de

la République bourgeoise et de l'instauration sur ses ruines de la dictature du prolétariat, régime politique transitoire indispensable d'abord pour tenir en échec la réaction bourgeoise et étendre la révolution aux autres pays; ensuite pour extirper le capitalisme et réorganiser toute la société sur une base non marchande; ils n'ont pas comme objectif l'installation de rapports de collaboration, même sur un pied d'égalité, entre des nations souveraines, mais, lorsque la révolution communiste internationale aura triomphé et que sera établi le pouvoir international du prolétariat, la disparition des nations et l'établissement d'un plan unique mondial pour répartir les forces productives à l'échelle de la planète selon les besoins réels de la population et de la façon la plus harmonieuse. Perspective rigoureusement inverse de celle de tous les réformistes, de matrice néo-stalinienne ou non!

Derrière son verbiage de gauche et l'utilisation abusive des symboles communistes, notre trio s'efforce de répandre dans les rangs du prolétariat les pires balivernes réformistes et le nationalisme le plus crasse. C'est une force anti-prolétarienne au service du capitalisme, descendant en ligne droite de la contre-révolution stalinienne.

(1) Voir les articles du PRCF «L'embrouille PCRFF contre le PRCF: la confusion au service de l'impuissance» et «RC(F?): confusionnisme et/ou nihilisme national».

(2) PCRFF «Renoncement de François Hollande: rebondissement de la crise politique», 3 décembre 2016, pcrf-ic.fr; PRCF «Demandez le programme! 4 sorties et 10 entrées pour une perspective révolutionnaire», www.initiative-communiste.fr; et PRC «Journal», septembre 2016, site communistes.org

Plus de dix ans après Katrina, les prolétaires de la Nouvelle-Orléans paient toujours la facture de la catastrophe capitaliste

Pour fêter les dix ans de l'ouragan Katrina, fin 2015, qui a dévasté La Nouvelle-Orléans, la presse bourgeoise s'est répandue en moult articles pour célébrer la renaissance de ville. Le président américain Obama et ses prédécesseurs Bush et Clinton ont fait le déplacement dans la ville frappée par la catastrophe. Les assassins reviennent toujours sur le lieu du crime !

En 2005, une catastrophe «naturelle» a dévasté une métropole de l'Amérique capitaliste, première puissance mondiale: près de 2 000 morts, des prolétaires – très majoritairement noirs – réfugiés sur les toits de leur maison, d'autres échoués sur les routes ou parqués dans des camps ou des stades. Rapidement, la bourgeoisie américaine a répondu à sa façon à l'urgence de la situation.

La ville a été vidée et mise en état de siège par des hordes de flics et de militaires qui ont obtenu le droit de tirer à vue sur les prolétaires. Des dizaines de milliers de travailleurs ont été expulsés de la métropole.

La catastrophe a permis à la bourgeoisie américaine de frapper avec les forces les prolétaires: des milliers de lits d'hôpitaux ont été fermés alors que le système de santé était

déjà défailants, des milliers d'enseignants et de personnels techniques et administratifs ont été virés et remplacés par du personnel moins qualifiés (et moins coûteux!), les conditions de travail des travailleurs de la santé ou de l'éducation se sont fortement dégradées. Les emplois ont été détruits dans l'industrie et ceux qui ont été créés l'ont été dans des secteurs dans lesquels les salaires sont miséreux et les conditions de travail pourries, en particulier dans le tourisme.

La reconstruction de la ville a profité essentiellement aux bourgeois: la reconstruction des digues de protection ont permis aux capitalistes du BTP de se goinfrer, l'industrie du tourisme et des loisirs en a fait tout autant, le réseau de transport a été reconstruit pour desservir les lieux touristiques... Les logements reconstruits en centre-ville sont de fait réservés aux bourgeois et aux petits-bourgeois.

Les prolétaires ont subi de plein fouet la «renaissance» de la ville. Ils ont été expulsés loin de leur lieux de travail. Avant la catastrophe, ils pouvaient se rendre à leur travail sans perdre de longues heures dans les transports publics, ils pouvaient tenter

de jongler avec deux ou trois emplois à temps partiel. Aujourd'hui, les prolétaires doivent se reloger dans les lointines périphéries, proche des marais et loin de tout !

La catastrophe de 2005 n'était pas naturelle mais le fruit de la société bourgeoise, du règne du capital !

Non seulement, les prolétaires – majoritairement noirs – ont subi la course au profit qui a causé la catastrophe mais ils subissent aujourd'hui cette même course au profit qui accompagne la reconstruction. Si le capital a remis rapidement en fonctionnement ses plate-formes pétrolières, ses raffineries et ses installations portuaires, les conditions de vie des réelles victimes de Katrina sont passées au second plan. Les lois du capital n'en ont que faire !

A La Nouvelle-Orléans, comme partout, la véritable catastrophe est le capitalisme. Ce système de malheur n'a offert aux prolétaires que du sang et des larmes. La seule réponse que peuvent lui apporter les masses opprimées est la révolution prolétarienne qui permettra de construire une société sans classe et sans Etat, qui permettra enfin à l'Humanité de vivre en harmonie avec la nature.

d'accroître leur compétitivité.

A cette pratique esclavagiste s'ajoutent des conditions de vie dégueulasses (cellules non chauffées ou non climatisées et insalubres, nourriture avariée et eau contaminée, sous-alimentation volontaire...), les violences des gardiens et la torture que constitue l'isolement carcéral.

Cette lutte des prisonniers fait partie de la lutte prolétarienne. Face à leurs exploités, on ne peut que se féliciter que les prolétaires incarcérés aient trouvé le terrain du combat classiste.

Cependant, si l'on ne peut pas ignorer le travail de syndicalisme et d'organisation mené par les IWW, force est de constater que ce syndicat anarcho-syndicaliste inscrit le mouvement dans le cadre démocratique bourgeois.

Dans un récent éditorial du journal de l'IWOC *The Incarcerated Worker*, les «wobblies» étalent le caractère bourgeois de l'anarcho-syndicalisme («A Treatise To End Mass Incarceration», Automne 2016). Cet article se plaint que le système carcéral coûte cher aux contribuables et se donne comme objectif d'abolir le 13^e amendement de la constitution et de rendre inconstitutionnel le travail forcé. L'exploitation capitaliste peut bien se maintenir! Si l'objectif est bourgeois, les moyens d'action le sont tout autant: le boycott des produits fabriqués par les détenus et la lutte «non-violente».

N'en déplaise à ces réformistes, pour mettre fin à l'exploitation des prisonniers, à l'industrie carcérale étasunienne qui enferme massivement des prolétaires et à l'oppression raciste que subissent les Noirs et les autres minorités, premières victimes de la «justice», c'est le capitalisme, ce système criminel qu'il faut abattre.

Pour la diffusion internationale de la presse du parti !

L'augmentation incessante des tarifs postaux constitue un obstacle de plus en plus grand à la circulation de notre presse et de nos publications, surtout au niveau international. Par exemple l'envoi d'un exemplaire de *Proletarian* à une librairie américaine revient à 2,5 euros alors que le bulletin est vendu à l'équivalent de 1,5 euros!

Une première réponse à cette situation est le recours à l'internet et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à améliorer le site du parti. Mais la diffusion électronique ne peut pas remplacer complètement la diffusion papier, y compris gratuite (Bibliothèques, etc.), qui reste souvent indispensable. Pour maintenir et si possible accroître ceci, nous avons besoin du soutien de nos lecteurs.

Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti! Abonnez-vous, réabonnez-vous!

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Cinquième liste 2016

Aix: 210,00 / Fabien: 7,50 / Paris: 600,00 / Pour le parti: 600,00 / Pour la diffusion internationale de la presse: 100,00 / Victor: 20,00

Total liste: 1537,50

Total général 2016: 5417,00

Points de contact:

PACA, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Solidarité de classe avec les prisonniers du Goulag étasunien !

Le 9 septembre, les détenus des prisons étasuniennes ont été appelés à la grève. Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité d'une vague d'agitations dans les prisons (grèves de faim, refus de réintégrer les cellules ou révoltes) et a été appelée par des groupes de prisonniers (dont le plus important est le Free Alabama Movement) et par l'Incarcerated Workers Organizing Committee, affilié aux Industrial Workers of the World (IWW).

Des milliers de prisonniers ont pris part à la grève et des dizaines de prisons ont été touchées. Depuis cette date, quelques bribes d'information ont pu sortir des geôles et témoignent que des mobilisations diverses se poursuivent malgré une brutale répression.

Un des principaux moteurs de la colère des prisonniers est l'existence d'un système de travail forcé qui oblige près d'un million de prisonniers (sur les deux millions et demi) à travailler pour de très bas salaires, voire à titre gratuit.

Le treizième amendement de la Constitution officialise haut et fort cette logique: «il n'existera sur le territoire des États-Unis ou autre lieu soumis à leur juridiction ni esclavage ni servitude involontaire, sauf pour punir un crime, dont un individu aura été dûment reconnu coupable». Ainsi, la condamnation pénale implique aussi le recours au travail obligatoire. Celui-ci prend des formes variées.

Afin d'amortir le coût de la politique carcérale, les détenus doivent participer à son fonctionnement: ménage, cuisine, réparations, voire service domestique pour les diri-

geants de la prison.

Au Texas et en Louisiane, l'activité obligatoire des détenus consiste à élaguer des arbres, terrasser les champs et entretenir les voies de communication. Ils sont ainsi devenus, pour ces deux États, l'un des principaux services public destinés à l'aménagement de l'espace rural. Dans d'autres États ruraux, les condamnés sont employés dans les fermes sous la surveillance de gardes à cheval.

D'autres prisonniers doivent également travailler à la production de biens et services, en particulier pour les tâches manufacturières peu qualifiées telles que l'emballage-conditionnement ou le textile. Pour ce faire, ils sont loués à des entreprises privées. Leur faible ou inexistant rémunération les fait entrer en concurrence directe avec les ateliers clandestins d'Indonésie, de Hong Kong, de Thaïlande et bien sûr de Chine. Le travail forcé évite aux entreprises de délocaliser leurs activités vers des endroits aux coûts salariaux comparables, mais forcément moins fliqués que les établissements pénitentiaires. De plus, les entreprises échappent ainsi aux contrôles des services d'hygiène et de l'inspection du travail, car le travail en prison est à l'écart de la législation du travail.

Enfin des détenus travaillent dans des centres d'appel, par exemple pour les réservations des compagnies aériennes.

Le système carcéral est ainsi devenu un secteur économique important générant un nombre considérable d'emplois directs ou indirects et en permettant à des entreprises